

Anarcho-syndicalisme et Révolution espagnole (1936-1939)

I Vue d'ensemble (1910-1972)

Peirats (notes de Viadiu) Brève histoire de la CNT I- De la fondation au début des années 1930 II- De la République à la guerre civile III- la guerre civile IV- La CNT dans l'exil V- Conclusions

Mintz Frank Évocation du caractère des militants anarcho-syndicalistes espagnols de 1936-1939

II 1936-1939 la collaboration ministérielle Besnard Pierre Brefs inédits Mintz Frank Pour une vision claire de la collaboration gouvernementale anarcho-syndicaliste espagnole

III Les anarcho-syndicalistes dans l'action révolutionnaire Leval Gaston Principes et enseignements de la révolution espagnole Mintz Frank, Trotsky et la CNT en 2003

(sous la responsabilité de Frank Mintz novembre 2003)

I Vue d'ensemble (1910-1972)

José Peirats Valls Brève histoire de la CNT

Quelques mots du traducteur Il n'est pas inutile d'avoir un texte complet du meilleur spécialiste de la CNT, le maçon autodidacte, José Peirats (1908-1989) désigné en exil pour rédiger " La CNT en la Revolución Española ", en trois tomes. Jamais neutre, et toujours direct, Peirats nous donne une vision non triomphaliste positive. L'auteur des notes, José Viadiu (1889-1973), est connu pour son livre sur Salvador Seguí et son activité dans la presse de l'exil. Il représente une génération antérieure à celle de Peirats. Le texte et les notes viennent de la traduction-adaptation castillane de l'Encyclopédie anarchiste éditée en Amérique latine entre 1972 et 1984 par Víctor García, qui beaucoup contribué à enrichir la culture anarcho-syndicaliste de la CNT. La maison d'édition Madre Tierra de Madrid a eu l'idée d'en faire une brochure en 1991. Les intertitres, les parties entre crochets et quelques notes sont du traducteur. Frank Mintz (Masseube 2003)

Confédération Nationale du Travail (CNT)

I De la fondation au début des années 1930

Organisation ouvrière espagnole continuatrice de la vieille Fédération régionale [de l'AIT]. Cette dernière, sous différents sigles, avait survécu depuis 1870, en dépit des péripéties de la répression. La CNT poursuit la tradition de l'aile bakouniniste de la première Internationale. C'est un mouvement ouvrier orienté qui a pour but le renversement aussi bien du système capitaliste que de toute forme d'État, qui aspire à la transformation de la société actuelle en un socialisme intégral, sans transiger sur les formules autoritaires bourgeoises ni sur la prétendue dictature du prolétariat proposé par les écoles socialistes autoritaires. La CNT fut fondée à Barcelone en 1910, durant le congrès de l'organisation Solidaridad Obrera, qui s'était reconnue limitée lors de la critique des événements de 1909, durement réprimés par le gouvernement d'Antonio Maura et Juan de la Cierva. Ses tactiques de luttes pour les revendications immédiates sont celles du syndicalisme français du début du XX siècle : l'action directe entre les parties en conflit, le

boycott, le sabotage, la grève professionnelle et révolutionnaire (grève générale expropriatrice). Le syndicalisme révolutionnaire propose le fédéralisme de ses syndicats et de ses fédérations comme solution fonctionnelle de la société post révolutionnaire.

La CNT eut à peine le temps de tenir son premier congrès en 1911, qu'elle dut se terrer dans la clandestinité jusqu'à 1914. Lorsque la première guerre mondiale éclata, il y eut dans la Catalogne industrielle une expansion économique due au fait que l'Espagne, qui ne participait pas au conflit, approvisionnait les armées des alliés. Il y eut par voie de conséquence une demande de main d'œuvre non spécialisée, une forte immigration vers la Catalogne et le Pays basque d'ouvriers agricoles. L'incompréhension proverbiale de la bourgeoisie permit que les ouvriers barcelonais, déjà aguerris dans les luttes sociales, forgerent leur conscience de classe.

L'élément explosif se trouva être le manque de produits alimentaires et la hausse des prix. La pesète en vint à perdre la moitié de son pouvoir d'achat, tandis que les salaires journaliers n'avaient augmenté que de 20 à 40 %. Il y eut des grèves et des agitations pour demander la baisse des prix des denrées plus que pour la hausse des salaires. La CNT fit en 1916 un pacte avec l'UGT [le syndicat dépendant du PS] et les deux centrales lancèrent la grève générale. La bourgeoisie dut céder parfois à cause de cette conjoncture exceptionnelle pour ses intérêts et les grèves victorieuses faisaient que le prestige de l'organisation montait vertigineusement.

Sous l'égide de la CNT et de l'UGT, une grève révolutionnaire éclata en août 1917. En 1917 tous les groupes politiques de gauches, poussés par les événements sensationnels qui s'étaient produits en Russie, croyaient complètement à une influence révolutionnaire sur l'armée espagnole. Le gouvernement fit échouer, très habilement, une assemblée de parlementaires qui étaient allés semer l'insubordination à Barcelone. Il domina la fronde militaire avec des promesses de satisfaction de leurs demandes et il provoqua autant et quand il le voulut la grève générale révolutionnaire que devaient déclencher les cheminots secondés par la CNT et l'UGT. Les militaires rebelles renouvelèrent leur attitude de discipline en mitraillant les travailleurs.

En 1918, la CNT réorganisait sa structure avec l'innovation qu'étaient les "syndicats uniques", nouvelle formule de regroupement industriel. Mais subitement on passa à une économie d'après guerre, sans avoir de base solide. La crise commença à se faire jour. De sérieux conflits apparurent contre l'oligarchie industrielle, en faveur alors d'une intransigeance atroce. En 1919, la CNT prend de l'importance, passant de 800.000 à un million d'adhérents. L'UGT n'en contrôlait que quelques 300.000. Une grande démonstration de force et d'organisation a été le conflit à l'entreprise "Canadiense" (Riegos y Fuerza del Ebro), puissante compagnie hydroélectrique où le syndicat unique fut mis à l'épreuve. La bourgeoisie allait prendre sa revanche avec la déclaration d'un vaste lock-out fin 1918. La grève avait duré 44 jours paralysant 70 % de l'industrie de la province de Barcelone. Le lock-out fut de 10 semaines et toucha 200.000 travailleurs. Cette offensive patronale avait choisi le moment de la dépression économique pour concentrer contre l'organisation ouvrière toutes les forces réactionnaires de Catalogne. La bourgeoisie industrielle s'était organisée à son tour en une sorte de "syndicat unique": la Fédération patronale, qui nommait et limogeait les préfets [gobernadores civiles]. Deux de ces préfets, créatures de la Fédération patronale furent le comte Salvatierra et le général Martínez Anido. Ce dernier devint une sorte de vice-roi de 1920 à 1922, car c'est sous ses ordres qu'eut lieu la répression anti ouvrière la plus féroce dans l'histoire sociale espagnole. Les militants ouvriers les plus connus étaient débusqués à chaque coin de rues par des tueurs à gage payés par la patronale. Tous les jours les "actions" de ces "pistoleros" nourrissaient la chronique barcelonaise des homicides. Ces criminels étendaient parfois leur rayon d'action au reste de la région catalane, en Aragon et à Valence. L'assassinat atteignit le comble de la perfection avec la prétendue "loi de fuite", procédé qui consistait à ce que dès l'aube on sorte certains prisonniers de prison sous le prétexte de les libérer. En allant à leur domicile ils étaient criblés de balles par des tueurs postés à chaque coin de rues. Les attentats se faisaient aussi en plein jour, vu l'impunité dont jouissaient les agresseurs munis de laissez-passer officiels qui les protégeaient. Les cénétistes se défendaient courageusement, en rendant parfois coup pour coup. Ils tuèrent le policier Bravo Portillo, qui avait organisé l'assassinat du fameux militant confédéral Pablo Sabater. L'ex préfet le comte Salvatierra paya également ses crimes, tout comme le président du Conseil des ministres Eduardo Dato, qui avait nommé le monstre Martínez Anido comme vice-roi de la potence et du couteau. Mais le tribut de sang fut énorme du côté de la CNT: c'est par centaines qu'on peut énumérer ses victimes. Les pertes les plus

sensibles ont été celles de Salvador Seguí et Evelio Boal, deux secrétaires régionaux de Catalogne de grande valeur.

En 1923 il y eut un coup d'État militaire suivi de l'installation de la dictature du général Primo de Rivera. Cet événement fermait un nouveau chapitre de l'histoire de la CNT. Dans cette étape, Evelio Boal et Salvador Seguí occupent une place de premier plan : le premier ayant un grand talent d'organisateur, le second, l'un des meilleurs tribuns du mouvement ouvrier. Ángel Pestaña, également orateur, du groupe des militants tenaces, avait fait un voyage en Russie en 1920, mandaté par l'Organisation. Il assista au second congrès de l'Internationale communiste où fut fondée l'Internationale Syndicale Rouge. Son rapport, très pessimiste quant au miracle rouge, eut pour effet que la CNT retire son adhésion conditionnelle du congrès de 1919 à la politique de Moscou. D'autres militants de premier plan se présentaient, Eusebio C. Carbó, écrivain et polémiste ; Manuel Buenacasa, le premier des historiens de cette période ; Felipe Alaiz, le premier des écrivains ; Elías García, poète et homme d'action ; Ramón Acín, professeur [d'arts plastiques] du lycée de Huesca, et Pedro Vallina, médecin des démunis et conspirateur tenace, avec son vieux maître Fermín Salvochea.

Après des manifestations publiques, la CNT fut une nouvelle fois condamnée à la clandestinité. La dictature s'empessa de fermer ses locaux et de supprimer sa presse, d'emprisonner ses militants, dont beaucoup émigrèrent en France. Le gouvernement ne leva l'état de guerre qu'en mai 1925. Et immédiatement les hostilités reprirent dans les hautes sphères politiques. Les militants confédéraux avaient commencé également le combat, avec des incursions à travers les Pyrénées pour tuer le bourreau de Barcelone, comme représailles contre ses exécutions, et ils avaient tenté un assaut contre la caserne d'Atarazanas. Ces exploits causèrent des peines de mort et de nombreuses condamnations au bagne. En 1926, il y eut une tentative d'enlèvement du roi Alfonso XII, par Durruti, Jover et Francisco Ascaso. Ce dernier était poursuivi pour l'attentat qui entraîna la mort de l'évêque de Saragosse, le cardinal Soldevila (réponse, semble-t-il, à l'assassinat de Salvador Seguí). En Espagne et à l'étranger, les militants confédéraux intervinrent dans un cycle de conspirations avec les politiciens et les militaires aigris. Différentes actions eurent lieu, comme le complot de Sánchez Guerra (monarchiste libéral), celui de la ville de Prats de Molló, organisé par le leader séparatiste catalan Francisco Macía, et la fameuse de la " nuit de la Saint Jean ". La CNT intervint dans toutes ces actions, tout comme dans les contacts pris auprès du fameux scientifique Ramón y Cajal, afin de lui proposer la présidence de la république, que l'on pensait instaurer.

Une série de grèves " spontanées " contre " l'impôt en utilités " fut l'œuvre de la CNT chez les ouvriers du textile et les briquetiers en 1928. Pendant cette période plusieurs plénums clandestins eurent lieu en pleine montagne. Certains finirent en prison et au bagne. La dictature eut certains égards pour la presse secondaire. On a ainsi pu publier " La Revista Blanca " depuis 1923 départ du coup d'État, et par intermittence des périodiques anarchistes comme " El Productor ", de Blanes [en Catalogne] et " Redención " d'Alcoy [province d'Alicante]. " Generación Consciente " à Valence fut une publication culturelle de qualité, qui devint ensuite " Estudios ". Le feu sacré confédéral trouva son expression dans un périodique, édité au nord-ouest de la Péninsule " ¡ Despertad ! " de Vigo. Un peu plus tard, il y eut " Acción Social Obrera " de San Feliu de Guixols (province de Gérone). À partir de 1929 " Acción ", organe officieux du Comité National de la CNT, put apparaître, pour devenir à la chute de la dictature le classique " Solidaridad Obrera ".

La fin de la dictature fut l'antichambre de la république. La fermentation antiroyaliste surgit au grand jour avec de fortes agitations sociales et conspiratrices, qui, du fait qu'elles gravitaient autour de la CNT, donnèrent à son renouveau une vigueur d'apothéose. La proclamation de la République le 14 avril 1931 allait démontrer l'incapacité des nouveaux gouvernants à ne pas tomber dans les mêmes défauts que leurs prédécesseurs. Les hésitations, les complaisances et la temporisation étaient l'ombre qui se cachait derrière les splendeurs de la rhétorique parlementaire. On s'occupait tardivement, mal ou jamais des problèmes vitaux : la réforme agraire et la dignité de la condition ouvrière. Le grand capital et les grands bourgeois, tout comme l'épiscopat, sabotaient impunément le nouveau régime. Et le gouvernement n'avait pas d'autre obsession que de réprimer les manifestations extérieures, matraquant le peuple, imbu d'une interprétation faussée de l'ordre public à travers les fusils de la garde civile. Le divorce entre le peuple et la République se produisit après une courte lune de miel .

II De la République à la guerre civile

Les hostilités entre la CNT et le gouvernement républicain commencèrent par une grève contre l'entreprise téléphonique nationale (un monopole concédé par la dictature). Le conflit fut compliqué par la présence de Largo Caballero à la tête du ministère du Travail. Largo Caballero était en même temps le secrétaire général de l'UGT. La CNT commençait à faire des manifestations à Madrid devant la Maison du Peuple socialiste. La grève de la Telefónica devenait une opération stratégique pour l'hégémonie syndicale. La grève fut déclarée illégale et poursuivie par la force publique sous prétexte du refus de la CNT des jurys mixtes. La CNT ne pouvait accepter ces organismes d'arbitrages pour deux raisons : d'abord parce que les accepter impliquait de renoncer à ses tactiques d'action directe traditionnelles ; ensuite parce que les jurys mixtes étaient les fameux Comités Paritaires, avec un autre nom. Les Comités Paritaires avaient été introduits en Espagne par la dictature après un voyage de la famille royale et du dictateur au paradis fasciste de Mussolini. Le ministre Aunós les mit en pratique pour en finir d'un point de vue fasciste avec " la lutte de classes ". Tandis que la CNT combattait les Comités Paritaires, l'UGT les acceptait et, qui plus est, envoya Largo Caballero au Conseil d'État de la dictature.

Le conflit de la Telefónica devint une bataille de Largo Caballero contre la CNT par garde civile interposée. Mais les résultats furent complètement opposés à ce qui était attendus. La CNT augmentait en agressivité au rythme de la répression qui lui était destinés. En février 1932 il y eut une insurrection anarchiste dans le bassin minier du Haut Llobregat. Le gouvernement répliqua en déportant au Sahara espagnol une charrette de cénétistes. En signe de protestation il y eut un autre soulèvement armé dans la ville importante de Tarrasa. Les tribunaux militaires imposèrent des peines sévères aux insurgés. Une autre escalade apparut avec le mouvement révolutionnaire de janvier 1933, qui eut des répercussions en Catalogne, dans le Levant et en Andalousie. C'est là-bas qu'il y eut le bûcher de Casas Viejas. Les gardes d'Assaut assiégèrent la baraque d'une famille anarchiste y mirent le feu et attendirent que les cendres refroidissent. Ce crime fut froidement prémédité, induit par le gouvernement, remplit de stupeur l'opinion publique. Les partis de droite l'exploitèrent à des fins électorales. Et lorsqu'en novembre de la même année, des élections générales furent annoncées, la CNT lança une campagne anti-électorale de grande envergure qui acheva la défaite des partis de gauche. Mais les militants confédéraux, qui avaient prévu les conséquences de leur boycott électoral, déclenchèrent immédiatement un mouvement insurrectionnel qui se proposait d'instaurer le communisme libertaire dans toute la Péninsule. C'est uniquement en Aragon que la bataille fut assez forte. La Catalogne, le Levant et l'Andalousie, encore usés par les efforts de janvier, et leurs militants les plus combatifs étant encore dans les bagnes, ne purent tenir leur engagement. Dans le reste de la Péninsule il n'y eut pas d'actions importantes. Les blessures réciproques entraîneront une rupture qui n'en finissait pas entre socialistes et anarchistes, pas même la veille de la révolution aux Asturies en 1934. Un grand militant de la CNT (V. Orobón Fernández) essaya en vain de couper le nœud gordien de l'incompréhension en proposant tout un plan stratégique d'alliance ouvrière révolutionnaire. Les ouvertures que fit Largo Caballero, après la défaite électorale de 1933, et les événements révolutionnaires d'octobre 1934, étaient interprétées par la majorité des cénétistes comme nostalgie du pouvoir ou opportunisme politique. La vérité est que la direction socialiste ne fit jamais une ouverture en règle. L'union révolutionnaire réalisée aux Asturies était une entente de type régionale.

En Catalogne, l'hégémonie politique de la Lliga regionalista avait été supplantée par celle d'un autre parti, l'Esquerra Republicana de Catalunya (gauche républicaine de Catalogne), dont le mentor était le vieux séparatiste Francisco Maciá. Après sa mort, Luis Companys le remplaça, et lorsque le statut autonome fut accordé à la Catalogne, il prétendit faire de la CNT une organisation officieuse. Et comme il n'y arrivait pas, il en fit la cible de ses persécutions. L'Esquerra dut se contenter d'être la protectrice de la petite bourgeoisie industrielle et agraire. Il y avait donc un accord entre le gouvernement central et le gouvernement autonome dans leur politique de répression contre le mouvement confédéral et anarchiste, qui ne voulait pas abandonner sa personnalité. Dès qu'une grève se déclarait, elle était déclarée illégale. Sous prétexte de garantir la liberté du travail, la force publique stimulait la présence des briseurs de grèves. Le choc était inévitable, avec son bilan de blessés, de morts et d'inculpés. La CNT devait contre-attaquer sur deux fronts : contre les polices des deux gouvernements, qui loin d'arriver à la dominer, la renforçaient en faisant apparaître les tendances les plus extrémistes. Les modérés ou les réalistes étaient écartés des responsabilités confédérales. C'est alors que surgit la crise des Trente. Trente militants, dont Peiró et Pestaña, lancèrent un manifeste pour dénoncer les excès de la tendance extrémiste.

Les dissidents furent vaincus. Il y avait parmi eux des éléments réformistes, des transfuges en puissance et aussi des camarades influents, qui auraient peut-être joué un rôle modérateur entre les deux extrêmes. La suprématie du seul secteur d'extrême gauche entraîna dans la CNT une dangereuse situation de déséquilibre, au milieu d'un panorama international enclin au fascisme.

Au moment de la crise révolutionnaire de 1934, la CNT se trouva en face d'une situation paradoxale. Ceux que l'on pourrait appeler ses alliés naturels (l'UGT) étaient unis aux gouvernants de Catalogne, qui étaient, comme on l'a vu, les ennemis les plus acharnés de la CNT. Le 6 octobre le gouvernement catalan fit un soulèvement armé contre celui de Madrid, et sa première mesure fut de fermer les syndicats de la CNT, d'attaquer à main armée la rédaction et les ateliers de "Solidaridad Obrera", et de mettre en prison tous les militants importants qu'il put faire arrêter. Parmi eux figurait Buenaventura Durruti. Sans la force et les masses aguerries de la CNT, l'espoir de l'insurrection du catalanisme fut vaincu en quelques heures par les compagnies de l'armée.

Une fois dominée facilement la parade des troupes de la Généralité, qui jetèrent leurs armes sans à peine en faire usage, au bruit de quelques coups de canons de projectiles sans détonateur ; une fois neutralisée la CNT catalane, l'UGT du reste de l'Espagne, pusillanime, n'alla au-delà, quand ce fut le cas, d'une grève générale pacifique, les révolutionnaires asturiens, socialistes et anarchistes, étaient à la merci des régiments du Tercio [légion étrangère.] et des troupes régulières de la zone marocaine. La répression fut épouvantable. Et tout comme la sauvagerie commise à Casas Viejas avait entraîné la perte du gouvernement des républicains et des socialistes, le génocide anti-ouvrier aux Asturies fut la fin de l'équipe des "deux années noires". Le 16 février 1936, les partis de gauche revenaient au pouvoir grâce à une nouvelle victoire électorale. La CNT, cette fois, ferma les yeux devant le miracle des urnes. 30.000 prisonniers, ouvriers pour la plupart et de nombreux confédéraux, attendaient leur liberté de l'humeur du corps électoral.

Durant cette période, des influences furent exercées surtout, de fait de leur ascendant sur les masses, par García Oliver, Francisco Ascaso, et Buenaventura Durruti, tous les trois des agitateurs révolutionnaires ; par le médecin Isaac Puente, divulgateur du communisme libertaire ; Federica Montseny ; écrivain vigoureux et bon orateur ; José María Martínez et Acracio Bartolomé des Asturies, disciples d'Eleuretio Quintanilla ; le Galicien José Valverde et l'habitant de Cadix Vicente Ballester. Au-dessus de tous, il faut placer Valeriano Orobón Fernández, écrivain excellent, conférencier important, très cultivé et documenté sur le contexte international. Juan Peiró, encore que formé dans la génération précédente, aurait pu apporter tout son talent à la CNT de la République, s'il n'était pas resté obscur parmi les Trente. Mais on aurait tort de supposer que la CNT se réduisait à cette douzaine de personnes de grand prestige. La vraie richesse en militants était la source d'anonymes qui écrivaient à peine et s'exprimaient maladroitement. Placés entre la masse d'alluvions d'adhérents et les élites remarquables, ils portaient le poids de l'Organisation à la base, en contact direct avec les usines, alternant leur apostolat syndicaliste avec leur qualité de techniciens professionnels. Ils organisaient et ils fourmillaient dans les sections techniques. Ils étudiaient et ils présentaient les revendications. Ils soutenaient les conflits avec vigueur, en payant de leur vie. C'étaient eux qui donnaient l'exemple du sacrifice et de l'austérité. Ces militants moyens, échelonnés en générations progressives, constituaient de part leur importance la grande réserve d'énergies de l'Organisation, même s'ils se risquaient trop. Quand les syndicats étaient fermés par les autorités, l'action continuait sousterrainement grâce à ce fourmillement insaisissable pour les services de police.

III la guerre civile

En juillet 1936 ce fut le coup d'État militaire que la CNT elle-même n'avait pas cessé de pronostiquer dans des documents qui sont entrés dans l'histoire. Le coup surprit les membres du gouvernement républicain pris dans une nouvelle vague de répression antiouvrière. Depuis la chute du gouvernement des "deux années noires", les extrémistes du parti socialiste avaient éteint la mèche de la révolution, tandis que le bloc de droite, qui avait reçu en pleine figure le coup des Asturies, préparait le sien.

La CNT atteint le point culminant de sa popularité pendant la bataille de rues, surtout à Barcelone. La victoire des anarchistes barcelonais sur l'armée galvanisa l'esprit antifasciste dans le centre de la Péninsule, plus de la moitié de l'Espagne put être sauvée. Mais les pertes de Saragosse et de Séville furent fatales. La vigueur de la CNT fut freinée par une stratégie absurde localiste. Encore que l'Espagne

soit connue comme à l'origine de la guérilla, dans toutes les tentatives insurrectionnelles de l'anarchisme des années 30, la révolution n'était tentée que dans le périmètre des villes et des villages. La révolution était considérée comme ayant échoué lorsque les forces du gouvernement délogeaient les révoltés des rues et des places. Pendant les premiers jours de la guerre civile, une guérilla active et bien entraînée aurait disloqué l'armée professionnelle en inclinant autrement le plateau de la balance. Cependant le réflexe de tous les membres des organisations antifascistes, dès qu'ils se sentaient acculés, était de se cacher et de rejoindre le camp ami. Dans les circonstances d'alors, c'était un cadeau offert aux militaires professionnels. En termes tactiques, avec des lignes de résistance et de fronts continus, l'avantage revenait au secteur le plus habile à manœuvrer.

Après la bataille épique livrée à Barcelone les 10 et 20 juillet 1936, la CNT, en tant que première force de combat, fut maître virtuellement de la Catalogne. Mais immédiatement elle dut se rendre compte que les plans révolutionnaires de la veille étaient plus ou moins inapplicables, non seulement à cause de l'éclatement de la guerre civile, mais parce que sur le plan politique, face aux autres secteurs antifascistes, elle se reconnaissait minoritaire. Les militants représentant le courant extrémiste furent les premiers à chercher à convaincre le reste de leurs camarades de la nécessité de la collaboration avec les autres secteurs politiques, y compris les communistes. Ce principe de collaboration devait les amener, avec l'épisode défavorable de la guerre, à une abdication pure et simple des vieux principes libertaires. Avant la fin de l'année 1936, la CNT faisait partie du gouvernement central et de la Généralité de Catalogne, ainsi que de tous les organismes gouvernementaux. En contrepartie, à l'initiative des militants et des travailleurs de la base, il y eut la réalisation d'un intense travail de collectivisation d'entreprises industrielles et agricoles, avec leurs services d'échanges, leur transport, leurs coopératives de consommation, leurs services de statistiques et leurs fédérations. Il y eut des cas de socialisation très efficace dans l'industrie du bois et la panification de Barcelone. Un autre fait très important fut la création du Conseil régional des Asturies qui, avec la Généralité de Catalogne et le gouvernement autonome basque donnèrent à l'Espagne républicaine un certain caractère fédéraliste.

La contre-révolution se manifesta aussitôt que l'État central, muni de la caution donnée au gouvernement par l'entrée de la CNT, récupéra tous les ressorts stratégiques traditionnels. Une fois incorporées les milices révolutionnaires dans l'armée régulières, après la dissolution ou l'officialisation des organismes armés d'origine populaire dans l'Espagne républicaine, l'État unique et indivisible se consacra systématiquement au démantèlement des réalisations révolutionnaires économiques et culturelles, et au désarmement général. La réaction des militants révolutionnaires contre cette offensive totalitaire entraîna de violents affrontements avec la force publique envoyée à cet effet par le gouvernement. Le choc le plus spectaculaire eut lieu à Barcelone au début de mai 1937. Durant plusieurs jours des batailles sanglantes se déroulèrent entre les forces officielles et les militants confédéraux armés. Les opposants à la révolution étaient principalement le parti communiste, qui avaient subi un processus de croissance éléphantesque sous le parapluie de l'aide matérielle payée en argent espagnol accordée à la République par le gouvernement soviétique. Pendant ces événements les anarchistes montrèrent à nouveau leur habileté dans le combat de barricades, secondés par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, cruellement persécuté par les staliniens. Mais les ministres de la CNT imposèrent un cessez le feu, en convainquant les camarades sur les barricades de la nécessité de se retirer pour laisser la rue à une colonne de forces du gouvernement central. Il n'est pas clair qu'on aurait évité alors un effondrement du front d'Aragon [si les détachements confédéraux en route vers Barcelone y étaient arrivés]. Sans la poussée vers l'apaisement de la direction confédérale, on serait peut-être arrivé à un compromis honorable où la CNT aurait retrouvé le droit au respect. Il est indubitable que le cessez le feu était un acte de reddition des forces révolutionnaires, après lequel la victoire en soi dans le conflit perdait toute émotion pour les éléments les plus combattifs. La conséquence immédiate des faits dramatiques de mai 1937 fut la crise du gouvernement de la République provoquée par les communistes pour se débarrasser de Largo Caballero (qui ne se pliait pas aux exigences sectaires des Russes) et des quatre ministres confédéraux, qui voyaient ainsi récompensés leurs bons offices. Il s'ensuivit des attaques contre les collectivités paysannes d'Aragon effectuées par des forces régulières de l'armée commandées par des officiers communistes de haut rang, ainsi que toute une série d'entraves au développement de l'autogestion industrielle. En même temps l'État central, dans son rôle d'absorption, procédait à la destitution du Conseil d'Aragon et à la réduction des attributions des régimes autonomes basque et catalan.

La marche galopante absolutiste du gouvernement central, dominé par les communistes et les socialistes communistes, fut un peu freinée par les opérations militaires catastrophiques pour la République. Dans le but de protéger Madrid, le haut commandement républicain attira à plusieurs reprises l'ennemi vers la Catalogne. Cette région était traumatisée par le développement du climat politique et par le grand désastre militaire du printemps 1938. La malheureuse opération de l'Èbre lors de l'été la même année décida l'ennemi à assener un coup définitif contre cet important bastion, qui s'écroula plus facilement que prévu. La frontière catalane et le port de Barcelone étant inaccessibles, l'isolement de la zone centrale la condamnait définitivement.

Dans le Centre, les militaires professionnels non politisés sortirent de leur mutisme, et d'autres se joignirent à eux, en déchirant leurs cartes du PC. La CNT du Centre fut le grand centre de ralliement de cette transfiguration dramatique. Mais avec ce bastion coincé entre les troupes ennemies, ivres de victoires, et la mer, on ne pouvait s'attendre à des miracles. La CNT fut à l'origine du pronunciamiento de ce qu'on a appelé la junte de Casado et elle intervint de façon décisive dans la bataille fratricide contre les communistes qui jusqu'au dernier moment défendirent la stratégie catastrophique de Staline mise en place par le gouvernement fantoche de Negrín. Un ministre confédéral, Segundo Blanco, lia son sort tristement à celui de l'équipe de ce politicien aventurier. La lutte épique de la République contre les militaires factieux semblait prédestinée à finir en une guerre civile dans la guerre civile.

Ce qu'on avait voulu éviter en mai 1937 arriva en mars 1939. La seule différence était qu'en mai toutes les possibilités d'arriver à une solution étaient intactes. En mars, après le triomphe de la junte sur la cour ambulante de Negrín, tout dépendait d'un trait de générosité vraiment humain du vainqueur franquiste. Ce ne fut pas le cas et il n'y en eut pas. L'histoire de la répression franquiste après les opérations militaires a constitué un vrai génocide à cause du non-respect des normes internationales envers les prisonniers de guerre et de l'institution de la délation et de la revanche impitoyable comme système. Et ce le fut, évidemment, avec l'appui du plus sombre fanatisme des hiérarchies de l'Église catholique (qui croyait ainsi envoyer des diables en enfer), dont le principe était l'annihilation physique de la moitié de l'Espagne pour que l'autre puisse vivre.

IV La CNT dans l'exil

L'histoire de la CNT de l'exil commence dans les camps de concentration de France et d'Afrique du Nord pour ceux des confédérés qui avaient pu traverser la mer ou les frontières. C'est seulement un groupe infime qui réussit à s'installer en Angleterre et quelques milliers en Amérique Latine la veille de la seconde guerre mondiale et de l'occupation allemande de la France. Les représentants de la CNT, de la FAI et des Jeunesses Libertaires y avaient constitué un organisme commun appelé Mouvement Libertaire Espagnol, dotée d'un Conseil Général. Ce dernier s'était donné pour mission de maintenir des contacts avec les organismes républicains officiels également en exil, avec les masses d'internés dans les camps de concentration et, éventuellement, avec les camarades qui étaient restés en Espagne, dans l'intérieur. De dix à quinze mille réfugiés de tous les partis et de toutes les organisations avaient pu se rendre en Amérique Latine, principalement au Mexique, au Chili et à Saint Domingue. Les confédéraux, vu leur importance numérique, furent les moins favorisés à cause des basses besognes des agents communistes. La grande masse dut faire face à la tragédie qui s'était abattue sur l'Europe et la France en particulier. Si l'occupation militaire du pays par les Allemands et le besoin de main d'œuvre entraîna au début la libération des internés, par la suite, lorsque la résistance s'organisa contre l'envahisseur, les conséquences de la répression furent brutales. Sur la participation des confédéraux aux activités de la résistance française certaines choses ont été écrites, mais il reste à faire un travail exhaustif. Juan Peiró fut victime de la Gestapo, livré à l'Espagne et fusillé à Valence, tout comme le républicain Companys et les socialistes Zugazagoitia, Cruz Salido et d'autres. Parmi les 20.000 Espagnols qui laissèrent leur vie dans les sinistres camps de déportation en Allemagne, le tribut de la CNT a été considérable. La CNT en tant qu'organisation a presque toujours existé, dans les camps de concentration français et aussi dans les cimetières vivants nazis. En pleine occupation allemande, le contact physique avec la CNT de l'Intérieur fut établi par des groupes suicidaires qui traversaient les Pyrénées clandestinement entre une double rangée à la frontière de limiers nazis et franquistes. Ces mêmes groupes, appartenant à la résistance française, rendirent des services intéressants aux états-majors alliés.

Après l'occupation militaire de la France, les premiers efforts sérieux de réorganisation se firent dans le Massif Central à partir de 1943. À l'avènement de la libération du pays, la CNT redevint l'organisation majoritaire de l'exil et elle dut tenir tête à ses redoutables adversaires communistes qui, soutenus par un stalinisme exultant par l'intermédiaire du PCF, aspiraient à embrigader sous sa tutelle toutes les forces de l'exil dans un organisme appelé l'Union Nationale. La CNT de la libération comptait, rien qu'en France, plus de 30.000 affiliés. En Angleterre et en Afrique du Nord des noyaux ou des sous-délégations de la CNT persistaient, ainsi qu'au Mexique, à Saint Domingue et au Chili, à Cuba, aux États-Unis, au Canada, au Venezuela, à Panama, au Costa Rica, en Équateur, en Bolivie, en Argentine, en Uruguay, au Brésil et même aux antipodes en Australie. C'est au Mexique que sortit le premier périodique de l'exil "Solidaridad Obrera", vers 1943. L'hebdomadaire "Cultura Proletaria" de New York, avec un long passé sur le nouveau continent, assura les besoins de contact et de solidarité dès la défaite militaire de la République. Beaucoup plus tard il commença à y avoir en France une presse clandestine et dans la foulée "Ruta" des Jeunesses Libertaires, "Exilio", avant que ne s'imposent les hebdomadaires "CNT", à Toulouse, organe du Comité National, "Solidaridad Obrera", porte-parole de la fédération régionale parisienne, et "Libertad" de Grande Bretagne. L'Afrique du Nord eut aussi sa "Solidaridad Obrera". La première revue à paraître a sans doute été publiée à Buenos Aires, "Timón" dirigée par D. A. de Santillán. Puis suivirent "Estudios Sociales", au Mexique, à partir de 1943, dirigée par José Viadiu ; en France "Tiempos Nuevos", avec A. García Birlán ; "Universo" de Federica Montseny ; "Inquietudes" de Benito Milla et "Cenit" à partir de 1951 ; "Presencia", de la nouvelle vague de jeunes (à Paris), eut une existence éphémère. Il faut ajouter "Ruta", de Caracas, à partir de 1962.

L'œuvre imprimée proprement dite représente un volume incalculable. Outre la réédition de tous les œuvres classiques, mineures et de certaines fondamentales, des camarades en Argentine, au Mexique et en France entreprirent des projets assez ambitieux. Jusqu'à aujourd'hui, on a en particulier deux éditions de "El Proletariado Militante" d'Anselmo Lorenzo, "La CNT en la revolución española" (trois tomes) de José Peirats ; "Contribución a la historia del movimiento obrero español", de D. A. de Santillán (à compte d'auteur, semble-t-il), entre autres. Une mention à part mérite le travail d'édition du groupe "Tierra y Libertad", de México, qui publie le périodique homonyme et son supplément sous forme de revue. On peut ajouter les titres déjà consacrés en Espagne, ceux qui commençaient à y être connus et ceux qui se sont révélés en exil.

En mai 1945, la CNT de France tint son premier congrès à Paris. Les militants avaient commencé à se diviser en deux courants bien définis : les partisans de la continuité de la ligne gouvernementale tracée en Espagne, vu que les circonstances qui l'avaient déterminée persistaient (position minoritaire en exil, mais majoritaire chez les militants qui s'exprimaient à l'Intérieur), et ceux qui pensaient que la CNT devait revenir à la fidélité de ses principes traditionnels (tendance de l'immense majorité des militants de l'exil). Pour le congrès de Paris, les activistes des deux tendances intervenaient pour conserver ou gagner des positions. Dans le groupe classique on trouvait les branches non moins classiques de la CNT, la FAI, les FIJL [Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires] qui théoriquement étaient organisées séparément, tout en acceptant une représentation commune dans la CNT. Le nom adopté par cette dernière (Mouvement Libertaire Espagnol-CNT en France) exprime très clairement cette nouvelle formule. Après le congrès de 1945, la division se renforce. Le Comité National fonctionnant en Espagne décide autoritairement, ignorant volontairement les répercussions de sa décision, de nommer des ministres dans le gouvernement républicain en exil qui vient d'être constitué. Une grande controverse éclate entre la tendance classique, qui a assumé la direction organique au Congrès, et la minorité privée de postes de responsabilité. Cette dernière, présentant comme cheval de bataille le fait que l'Organisation est surtout en Espagne et s'exprime par la voix du Comité Nationale, fait sécession en automne 1945. Deux organisations se forment en exil : MLE-CNT et CNT-MLE. L'organe de cette dernière est l'hebdomadaire "España Libre". Au Mexique, le même courant va développer en Amérique un travail d'édition d'une certaine importance qui aboutit en 1962 à la sortie de la revue "Comunidad Ibérica".

Le MLE-CNT en France organisa en 1949 sa seconde Conférence Intercontinentale (la première avait eu lieu au printemps 1947) à Toulouse. Il prit alors le nom de Confédération Nationale du Travail d'Espagne en Exil. La nouvelle structure faisait des vieilles régions des interdépartementales ou des sections. Chaque sous-délégation de l'Extérieur devint un noyau dépendant du secrétariat intercontinental, dont le siège est à Toulouse.

En Espagne, avec la victoire alliée en 1945, le régime resta un certain temps à l'expectative. L'Allemagne et l'Italie, maintenant vaincues, avaient été à tout moment un soutien de Franco. La CNT profita de cette hésitation pour entreprendre une réorganisation, surtout en Catalogne. Mais la scission confédérale, qui se fit en sens contraire à l'Intérieur, entraîna une perte de temps précieux en luttes qui allaient au-delà des discussions byzantines. D'une part et de l'autre des Pyrénées, il y eut le même manque de considération pour les minorités, le même manque de bon sens vis à vis du temps et des occasions à saisir. Entre-temps, la raison d'État des puissances occidentales, se fondant hypocritement sur la guerre froide, les poussa à jouer la carte de Franco, en choisissant un État fort et fortement anticommuniste plutôt que les forces désunies qu'offrait l'opposition antifranquiste dans et hors d'Espagne.

Le franquisme n'attendit pas davantage pour déclencher la seconde vague de répression. La première avait commencé immédiatement après la fin des opérations militaires en mars 1939. La seconde détruisit la structure fragile de la réorganisation intérieure. Et elle fut extrêmement dure à cause de l'hostilité continuelle venue de l'Extérieur. Tandis que la CNT de l'Intérieur avait fait le choix de la reconstitution des cadres organiques et des contacts ou de la collaboration avec les autres forces de l'opposition démocratique, la CNT de l'exil, se basant sur une impression exagérée de sa propre force et refusant par voie de conséquence le moindre compromis avec d'autres forces ou partis, se crut dans l'obligation de lancer une attaque frontale violente et solitaire. Les meilleures énergies des jeunes furent brûlées dans ces interférences tactiques et dans un combat aussi inégal. Les bagnes de Franco se remplirent de cadavres vivants.

La solution diplomatique du problème espagnol chaque fois plus incertaines allait refroidir l'impétuosité des groupes et montrer l'inutilité des oppositions de fond. Au début des années 60 un courant vers le rapprochement apparut. Le climat de réunification porta ses fruits en 1961. Mais les ressentiments allaient s'avérer plus forts en termes émotionnels que la capacité d'analyse en termes objectifs. Un certain processus de vieillissement, l'érosion venant d'un quart de siècle à l'écart d'un milieu propice, l'amputation brutale par le franquisme des éléments les plus combattifs, l'absence de générations de rechange, tout cela produisit une usure intellectuelle chez les minorités avancées, et à la base chez les affiliés, une soumission totale aux consignes bureaucratiques. Il y eut par intermittence de courtes réactions contre la vieille garde par des promotions réduites pas tellement jeunes, qui se sont soldés par des exacerbations aveugles des vieux militants, qui, en liquidant en leur faveur cette fronde avec une furie démesurée, frustrèrent sans doute la dernière lueur de régénération cellulaire. Au moment où nous écrivons, un horizon où pointe une nouvelle apparition du mouvement libertaire espagnol repose sur de sérieuses confirmations dans les milieux intellectuels et étudiants, dans le sillage d'une révolution internationale juvénile dont le foyer est dans les universités. Ce qui est une promesse pour le monde vaut également en Espagne, ne serait-ce qu'à cause de la plus grande fertilité de ses sédiments historiques.

V Conclusions

Les trente-trois mois, à peu de jours près, de la durée de la guerre civile, reposait sur un questionnement : faisons-nous la révolution ou faisons-nous la guerre ? En d'autres mots : attaquons-nous ou nous défendons-nous ? Pour beaucoup de gens, même pour certains soi-disant révolutionnaires la question n'avait pas d'autre alternative : le fait épisodique du début des hostilités, de la part évidemment des réactionnaires, servaient leur révolution. Selon ce critère classique, la révolution est une entreprise privée, une sorte de programme avec des délais fixés sans rapport avec les événements et avec le climat existant. L'entreprise privée est le " parti révolutionnaire ", qui en est le déterminant absolu.

C'est conduit par cette mentalité classiste qu'avaient été lancés en Espagne une série de mouvements révolutionnaires, méprisant ostensiblement les facteurs psychologiques et environnementaux. Le congrès confédéral de Saragosse en fit une critique sévère avec des conclusions non formulées, mais qui restèrent dans les esprits. Les révolutions ne se fabriquent pas, elles ne se font pas sur commande et sur mesure, elles ne sont pas faites par quelques individus mais par tous : c'est le peuple qui les fait et non le Parti. Elles sont le résultat maximal d'un sentiment collectif de dépassement combiné avec une série de faits dans le même temps.

Ce que le congrès de Saragosse n'aborda pas, fut élaboré, avec tous ses articles et ses clauses, le 19 juillet. Les minorités, les organisations et les programmes jouent strictement leur rôle. Le reste, c'est le peuple

qui le fait. Le sacrifice personnel ne se perd pas cette fois, comme un cri sans écho, dans le désert de l'indifférence. Et c'est de là qu'est sortie la révolution, une des plus grandes révolutions de l'histoire. Seule la postérité saura lui rendre justice. Nous-mêmes, les révolutionnaires nous sommes diminués par l'immensité de cette œuvre. Toutes les imperfections, toutes les faiblesses, toutes les tares sont effacées comme les taches sur le disque solaire, par la magnificence resplendissante des principales réalisations. Jamais l'esprit de transformation de l'homme ne s'était appliqué si à fond. Les classes et les institutions n'avaient jamais senti une secousse si audacieuse et si profonde. La portée des réalisations populaires ne s'était pas élevée si haut, si fermement et si profondément.

Personne n'avait fixé la date de maturité de la révolution de juillet. L'éclatement fut la résultante d'une conjonction de faits, de sentiments et de volontés. Pendant le processus, chaque nouvelle secousse approche davantage de l'objectif. Octobre 1934 est déjà une rectification de la précision du tir. La révolution élargit de plus en plus sa base dans la foulée des expériences. L'ennemi a capté ce message alarmant. Le 18 juillet est une sortie désespérée contre le danger. Perfidie ? Déloyauté ? La seule chose évidente c'est la conduite perverse et douteuse des minorités au gouvernement. Franco et ses hordes n'ont jamais caché leurs intentions funestes. Le clergé n'a jamais cessé ses provocations. Les seuls à ne pas se définir, ce sont les différents récits de gouvernants, d'historiens ou de faussaires. L'ennemi joue au tout pour le tout. Il sait parfaitement en quoi consiste l'enjeu. Si ce n'est pas lui qui attaque, la révolution le prendra à la gorge, un jour proche.

La révolution a eu la malchance de se produire au pire moment. La lâche attitude des partis politiques espagnols n'était que le reflet de la lâcheté générale de la démocratie internationale, ce qui stimula le déploiement du fascisme. Tout s'unit pour étouffer dans l'œuf le phénomène collectif le plus catégorique. La révolution, enterrée sous une grosse couche de cadavres constamment renouvelés, va germer un jour avec la force des bonnes graines bien traitées. Attendons la fin de l'hiver et la fonte des neiges.

José Peirats (1972)

Évocation du caractère des militants anarcho-syndicalistes espagnols de 1936-1939

Il est relativement aisé de décrire les changements économiques pendant la guerre civile espagnole, mais pourquoi n'ont-ils pas eut lieu dans la France de 1936 avec le Front populaire ? Pourquoi, presque au même moment, les citoyens et les travailleurs allemands, avec des syndicats puissants, des partis socialiste et communiste chargés d'expérience, sont si peu descendus dans la rue et ont fini par voter pour Hitler ? On peut multiplier les exemples. Mais l'important est de comprendre ce que les travailleurs espagnols avaient dans la tête. Les livres des anarchistes ou des anarcho-syndicalistes espagnols ne l'expliquent pas vraiment, à mon avis. Et je trouve que les non anarcho-syndicalistes nous présentent plus clairement l'impact inimaginable sur les travailleurs espagnols entre 1870 et 1939.

“ Le parti socialiste [...] jamais, durant le XIX, ne réussit à éveiller l'enthousiasme et à entraîner les foules. Tout en lui s'opposait à la formation spirituelle des masses des salariés. Son centralisme, sa discipline sévère, son évolution mesuré, ennemi des cris et des émeutes, sa foi dans l'action politique électorale, son genre d'église fermée avec un dirigeant à vie [Pablo Iglesias] et des doctrines rigides, presque ésotériques, dont la pureté était jalousement maintenue par son pape inflexible ; son inimitié tacite contre les intellectuels repoussés plus d'une fois par l'ambiance sombre du parti ; le faible développement de l'industrie nationale ; la propagande limitée, ni très étendue ni très fervente, tout contribuait à la faible croissance de cette force ouvrière. “ À l'opposé Mis à part le terrorisme et l'action individuel, qui constituent une tare, une autre [tactique que celle des anarchistes] aurait-elle été efficace en Andalousie ? Quelle autre école [de pensée] social aurait-elle réussie à mobiliser en une espace de temps aussi bref, les grandes masses de salariés, de cette ethnie [raza] imaginative et inculte, dont l'apathie ne cède qu'à des appels enthousiastes ? Les voix socialistes, sèches et froides, à mille lieues du cœur des travailleurs, auraient mis un siècle pour éveiller les endormis. Les républicains avaient épuisé rapidement leurs mythes. Seule une doctrine de type religieux et utopique, avec ses apôtres nombreux et fervents, avec sa prédication ardente et forte, avec son sectarisme impulsif, avec son enthousiasme délirant, avec son enseignement naïf, primitif, simplistes, si proche en cela de la sensibilité et de la compréhension des masses andalouses, si adapté à sa condition psychique et à ses désirs latents, avait assez de force pour opérer ce miracle. ”

Bien évidemment ces remarques d'un notaire (socialiste critique), Díaz del Moral sont enrobées d'un profond mépris pour les travailleurs et les idées anarchistes, mais on constate une intense interpénétration entre les besoins des travailleurs et les idées libertaires proposées. Díaz del Moral souligne des traits de caractère indispensables à connaître : " Pour l'anarchisme, le problème social est un problème de connaissance ; : dans les moments de luttes et dans les secteurs [de militantisme] moyen au moins, on pense, comme Socrate, qu'il est impossible de connaître le bien et de ne pas le pratiquer, vu que le mal provient de l'erreur. C'est seulement l'ignorance des idées anarchistes qui fait qu'on adopte une position d'indifférence ou d'opposition. Il en résulte une ferveur propagandiste et une confiance absolue dans l'efficacité de la parole. Ni les socialistes, ni les républicains, ni aucun parti de ceux qui aspirent à la conquête de l'âme du peuple ne peut être comparé sur ce plan aux anarchistes. Au début du XX on a édité en espagnol presque toutes les œuvres des inspirateurs les plus réputés de cette école ; de nombreuses brochures traduites ou originales de militantes du pays diffusaient profusément les enseignements libertaires ; la presse anarchiste touchait les coins les plus à l'écart de l'Espagne ; de nombreux agitateurs, animés d'un ardent sectarisme, parcouraient les villes, les villages en prêchant la bonne nouvelle [...] Le respect de la femme et l'égalité des sexes au foyer et dans la société, l'amour de la nature et de la culture, la lutte contre l'alcoolisme le tabac et les jeux de hasard sont les thèmes constants de leurs articles de journaux et des interventions dans les meetings. Finalement, l'anarchiste ibérique accueille avec ferveur et accompagne sa croyance de tous les courants sociaux marqués par la nouveauté. " Et aussi à propos de la grève des ouvriers agricoles andalous en 1919 : " le désir véhément d'apprendre s'empara des masses comme en 1903. On lisait constamment : de nuit dans les fermes, de jour dans les champs ; pendant les repos, on voyait toujours le même spectacle d'un ouvrier lisant et des autres écoutant avec une grande attention. Un journal était le cadeau le plus apprécié que l'on pouvait faire à un ouvrier agricole en déplacement. Avec leur nourriture les journaliers avaient dans leurs besaces une brochure ou un journal. Dans n'importe quel village à implantation syndicale, la poste amenait des centaines d'exemplaires de la Presse de cette tendance, qui était même achetée par ceux qui ne savaient pas lire. "

L'auteur, en dépit de ses œillères bourgeoises, se laisse aller au respect de ces travailleurs, qui se construisaient au jour le jour, dans un climat d'exploitation que l'on qualifierait aujourd'hui de colonial. Et il rajoute : " Mais la relation la plus intense et la plus intéressante de l'anarchisme péninsulaire est vers le continent américain ; Il n'existe, probablement aucun secteur de la société espagnole qui aient des rapports plus étendus et plus cordiaux avec les hommes du Nouveau continent ; le mouvement ouvrier est, très probablement, un des liens spirituels les plus forts entre l'Espagne et ses nations filiales. Il est impropre de parler d'anarchisme espagnol : l'Espagne ne forme qu'une province du large mouvement libertaire de l'Amérique latine. "

Finalement, l'auteur évoque le militant ouvrier agricole anarcho-sindicaliste en Andalousie vers 1920 : " L'ouvrier conscient est généralement un homme qui comprend facilement et a une de l'éloquence. Il lit abondamment la littérature anarchiste, surtout la presse, et les brochures. Il connaît les noms de ses coreligionnaires les plus fameux, en particulier les Espagnols et les Américains. Il n'est pas rare que certains aient lu un résumé de sciences naturelles, d'histoire ou de géographie publiée par l'Escuela Moderna . Il lit également les journaux bourgeois de centre gauche et des romans et des drames romantiques. De la doctrine socialiste et de ses défenseurs, il ne connaît que le nom de Marx, pour le haïr. Les autres éléments de la culture générale lui sont complètement étrangers. Il écrit comme les paysans, à la classe desquels il fait partie à 98 %. Dans certains cas, il y a une tentative d'abandonner le dialecte [l'accent andalou] et d'adopter la prononciation castillane, comme on écrit les mots. Un si modeste bagage lui permet, dans un certain sens, de se croire très supérieurs aux masses, dont l'inconscience et l'inculture, objet de son dédain, engendrent le découragement, si fréquent chez ceux qui ont subi des moments d'abattement. Il se sent aussi supérieur en instruction à ses patrons ; et on ne peut nier que, par rapport à une bonne partie d'entre eux, cette opinion est exacte. Chez les ouvriers conscients il existe au moins un intérêt sincère pour la culture, comme levier révolutionnaire, et un noble désir d'apprendre. Parallèlement au courant anti-intellectuel, il en existe une autre d'admiration du travail intellectuel et de respect pour ceux qui s'y consacrent. L'ouvrier conscient, comme les disciples madrilènes de Fanelli , se croit en possession de la vérité absolue, évidente et irréfutable, et il est toujours prêt à en discuter contre tous, quelle que soit la catégorie culturelle de son rival. "

Un ennemi de classe, un bourgeois socialiste de gauche, nous donne un portrait extraordinaire des

capacités du mouvement libertaire espagnol et de la profondeur de son implantation parmi les travailleurs. Les critiques contre les socialistes sont valables pour le XIX. Au XX, le syndicat dépendant du PS avait une base sérieuse et capable dans le Nord. Au début des années 30, la branche paysanne subit une croissance fantastique avec les espoirs de réforme agraire. Une grande partie de ces adhérents montèrent des collectivités autogérées avec ou sans les anarcho-syndicalistes de la CNT.

Enfin le témoignage de Joaquín Maurín, d'un ex anarcho-syndicaliste passé au marxisme léninisme, un des fondateurs du POUM, est important : “ Durant les quarante années qui séparent la scission socialiste-anarchiste au congrès de La Haie et la révolution russe, le mouvement anarchiste a battu en retraite devant l'avance socialiste partout, sauf en Espagne (et au Portugal), où l'anarchisme au XIXème, l'anarcho-syndicalisme, au début de ce siècle, a toujours été plus nombreux et plus fort que le mouvement socialiste. Les raisons de ce processus diffèrent en Espagne des autres pays, sont variées : Premièrement. Les anarchistes espagnols comprirent le problème paysan bien avant les socialistes, et s'installèrent dès le départ en Andalousie, qui est le creuset de la question agraire espagnole.

Deuxièmement. Les anarchistes établirent leur base principale à Barcelone, qui était le centre industriel du pays, tandis que les socialistes le firent à Madrid, capital bureaucratique de la nation, où le prolétariat proprement dit existait à peine.

Troisièmement. Les anarchistes étaient des propagandistes formidables et infatigables. Ils publiaient des périodiques, des revues et des brochures en grande quantité. Au début du siècle, l'hebdomadaire “Tierra y Libertad”, édité à Madrid, devint quotidien, et sans aucun doute le premier journal anarchiste au monde. La maison d'édition Sampere-Prometeo, de Valence, dirigée par Blasco Ibañez, publiait à des prix modiques toute la littérature anarchiste de l'époque. Les socialistes n'accordèrent jamais d'importance spéciale à la propagande imprimée ; ils se contentaient de publier trois ou quatre hebdomadaires dans tout le pays. Quatrièmement Les anarchistes, quoique le nombre d'intellectuels qui firent partie de leurs organisations fut très réduit, firent une intelligente politique d'attraction vis à vis de ces derniers, en les invitant à collaborer à leurs revues et à leur périodiques. La “ génération de 98 ”, qui commença une nouvelle phase dans la vie intellectuelle de l'Espagne au début du XX, était intuitivement anarchiste. Les socialistes, en revanche, jusqu'à la seconde décennie du siècle, se méfièrent des intellectuels, en les refusant. Cinquièmement Les anarchistes étaient plus combattifs que les socialistes. Les insurrections paysannes en Andalousie, durant le dernier quart du XIX, bien qu'élémentaires et erronées la plupart du temps, allumaient la flamme d'une libération désirée, dont les braises, après l'échec, ne s'éteignaient jamais. A la chaleur de cette braise les modestes paysans se regroupaient et écoutaient la lecture des brochures de Malatesta et “ La Conquête du Pain ” de Kropotkine.

Sixièmement Les anarchistes comprirent l'importance que présente l'éducation de la jeunesse pour former les combattants de demain, et ils créèrent les écoles rationalistes, dont le principal propulseur, Francisco Ferrer, fusillé en 1909, donna aux morts anarchistes un martyr de portée (auréole) internationale.

Septièmement Les anarchistes pratiquèrent le terrorisme comme arme politique, et si dans certains cas les résultats furent négatifs, dans d'autres ils furent positifs, et toujours terribles.

Huitièmement Les anarchistes, persécutés sans arrêt, acquirent la pratique d'agir dans l'ombre, dans la clandestinité, tandis que les socialistes s'efforçaient de ne pas enfreindre les lois établies.

Neuvièmement La dualité Madrid-Barcelone, Castille-Catalogne, favorisait les anarchistes, dont l'opposition à Madrid coïncidait avec celle de la classe media catalane.

Dixièmement L'anarchisme, un peu mystique, quichotesque, aventurier, individualiste, était beaucoup plus proche des caractéristiques psychologiques du peuple espagnol, que le socialisme : froid, schématique, formaliste, discipliné, réglementaire.

Onzièmement La première guerre mondiale détermina un développement industriel rapide en Catalogne, avec la croissance qui en résulta du mouvement ouvrier, encadré et dirigé par l'anarcho-syndicalisme.

Douzièmement Les anarcho-syndicalistes comprirent avant les socialistes la nécessité de transformer les sociétés de métier en syndicats d'industrie. L'apparition du Syndicat Unique (syndicat d'industrie) fut révolutionnaire et donna aux anarcho-syndicalistes une telle impulsion que la majorité de la classe travailleuse espagnole gravita autour de la Confédération National du Travail.

Treizièrement Y, last, but not the least, les anarchistes firent preuves d'une imagination dont manquaient les socialistes. ”

Maintenant, on peut comprendre que des anarcho-syndicalistes issus de ce moule, de père, voire de grand-père souvent militants syndicaux, aient été capables de manier les idées, les armes et les outils pour construire un autre futur. Construire pendant une guerre civile, avec une partie des dirigeants syndicaux qui avaient bradé l'idéal du syndicat.

Pour mieux comprendre ce foisonnement positif et aussi négatif, voici un schéma rapide. Le mouvement de gestion collective de la société espagnole est inséparable de conditions spécifiques propres à la Péninsule :

- La stabilité et la constance de l'exploitation sur les plans économique et culturel depuis le XVIII^e siècle et l'échec global des tentatives de réformes bourgeoises (engluées par une conception catholique presque médiévale) ;

- La présence de minorités actives anarchistes et socialistes parmi les travailleurs des villes et des campagnes depuis 1880. Le militantisme s'est transmis de génération en génération jusqu'à 1936. Ce militantisme concernait la vie entière et pas uniquement le politique. Il représentait une coupure totale avec le mode de vie catholique de la population : -absence de baptême et prénoms différents ; -refus du mariage religieux et union libre ; -vision différente d'aspects quotidiens (alimentation, loisir, médecine, éducation) ; -refus de l'enterrement religieux ; de la naissance à la mort, il y avait opposition avec la société des exploités ;

- L'instauration “ pacifique ” (alors qu'en décembre 1930 une tentative de coup d'état militaire de gauche avait été réprimée dans le sang) par les élections d'avril 1931 de la II^e république était une tactique imposée par le roi qui espérait sans aucun doute que les effets de la crise de 29 renverseraient la gauche. Cependant cela entraîna un immense espoir reflété par la constitution “ l'Espagne est la République des travailleurs ”(article I), et une lenteur et une timidité inacceptables par la base des réformes engagées.

Sur un pays de 24 millions d'habitants, avec un million de chômeurs sur une population active de douze millions en 36, la gauche était importante : les syndicalistes étaient les forces les plus puissantes : Union Générale des Travailleurs -UGT-, plus d'un million d'affiliés et dépendant pour l'État-major du parti socialiste ; Confédération Nationale du Travail -CNT- un million d'affiliés (puis, une baisse très sensible, 560.000 en mai 1936, mais avec une forte emprise dans la propagande) formée dans l'esprit anarcho-syndicaliste. Les partis politiques étaient moins importants et se livraient à une guerre idéologique entre eux et contre la CNT : socialistes (environ 60.000), communistes pro-Moscou (le même nombre vers juillet 36), communiste anti-Moscou (POUM, 3.000-5.000 surtout en Catalogne). De plus, la CNT était divisée entre deux tendances : tolérer la république ou impulser la révolution latente. Dans ce climat trouble, il est certain que les travailleurs aspiraient à des changements révolutionnaires. Un fait, rapporté par l'historien (socialiste) Paul Preston, le démontre : dans des villages de Castille les travailleurs agricoles adhéraient pour certains à trois organisations, l'UGT, la CNT et le PC (alors en faveur de soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats). Cela voulait dire qu'ils avaient une telle soif de changement social qu'ils appuyaient les organisations les plus radicales, afin d'être sûrs que ce changement arrive . Plusieurs événements augmentèrent la pression : -des heurts spontanés entre les travailleurs et les forces de répression en théorie de la république, mais avec une mentalité du régime précédent (Castilblanco en décembre 1931 en Extrémadure, Arnedo dans le nord-est de la Castille en 1931, deux parties sans grande politisation) ; insurrection et proclamation du communisme libertaire dans les mines de Berga -nord de Barcelone- en décembre 1932 ; -même chose en janvier 33 en Andalousie et dans la région de Valence ; -même chose en décembre 33 en Aragon ; insurrection contre le gouvernement aux Asturies lancée par le parti socialiste sans armes lourdes, appuyée par la CNT, l'UGT, les deux PC, organisation analogue au communisme libertaire, impossibilité de résister aux attaques puissantes (artillerie) de l'armée, répression très sévère ; revendication de ce modèle organisationnelle par les anarcho-syndicalistes, les communistes des deux partis (le POUM fut créé en pratique en septembre 35) et, dans une certaine mesure, par une partie des socialistes. Il est évident que cette dernière tentative était un pion sur l'échiquier tactique du PS dans l'espoir de faire reculer la droite qui n'hésita aucunement à envoyer les troupes d'élites (celles stationnées dans la zone espagnole du Maroc) pour écraser le mouvement.

Différentes contradictions subsistaient : le slogan issu des Asturies, UHP (“ Unión de Hermanos Proletarios ”, l'Union des Frères Proletaires), était valable dans la rue, mais pas dans les états-majors des

partis et des syndicats, aucune mesure sérieuse n'était prise par le gouvernement républicain (centre gauche et franc-maçons) contre les éléments de droite qui complotaient.

Les premières heures de la guerre furent marquées par les hésitations de certains vis à vis des militaires, qui eux étaient résolus ou attendaient le moment le plus favorable, lorsqu'ils étaient trop minoritaires : “ On tiendra compte que l'action doit être extrêmement violente pour réduire le plus vite possible l'ennemi qui est fort et bien organisé. Bien entendu, on mettra en prison tous les dirigeants des partis politiques, des sociétés ou des syndicats non sympathisants du Mouvement, en appliquant des châtiments exemplaires à ces individus pour étouffer les mouvements de révolte ou les grèves. ” (circulaire du général Mola du 25 mai 1936, le soulèvement étant prévu initialement avant le mois de juillet).

La situation fut très différente là où les travailleurs conscients et préparés, dans leur très grande majorité des militants anarcho-syndicalistes, ainsi que des deux partis communistes, surent s'opposer par la force aux militaires factieux, avec l'aide suivant les endroits de militants de partis de gauche, et des forces de police, voire de la garde civile à Barcelone (ce fut l'exception qui confirma la règle de la participation de ce corps au coup d'État). En effet, tout naturellement, les travailleurs, ceux qui avaient fait le coup de feu et la très grande majorité des autres, se saisirent des entreprises, des usines et des terres pour les gérer eux-mêmes. C'est à Barcelone que les réalisations les plus ambitieuses apparurent : -transformation d'entreprises métallurgiques pour les besoins de la guerre (blindage de camions, fabrication de munitions et pièces d'armement, élaboration d'une sorte de mitrailleuse, etc.) ; -unification (quelques jours après la fin des combats) de trois compagnies de chemins de fer à Barcelone, ce qui supposait l'intégration des employés, du matériel de trois compagnies différentes, et la refonte des horaires ; -adoption dans presque tous les collectifs de mesures d'améliorations des conditions de travail (horaires, aération, sécurité des machines, etc.), ainsi que l'application de la retraite à partir de 60 ans, création d'une école pour les enfants des travailleurs, aide pour le front (en argent, en nature, en volontaires).

Face à cet élan des travailleurs pour continuer les événements d'avant juillet 36, tous les états-majors faillirent à leur mission. Les anarcho-syndicalistes de la CNT-FAI firent cesser l'autogestion dans les entreprises contrôlées par le capital anglais dès fin juillet et ne reprirent aucune consigne de communisme libertaire (première mention dix jours après la fin des combats, les premières directives concernant la lutte et des unions avec les autres forces politiques). Le parti communiste, partisan de soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats jusqu'en 1934, annonçait dès fin juillet 36, “ ce qui se fait actuellement dans notre pays est la révolution démocratique-bourgeoise qui, dans d'autres pays comme la France, s'est déroulée il y a plus d'un siècle ” [...]. Le POUM se limitait à approuver la CNT-FAI, tout en déplorant sa lenteur à se transformer en parti politique. L'UGT et les socialistes ne prônaient aucune mesure sociale, mais à la base les militants participaient à l'autogestion.

La guerre d'Espagne devint un enjeu international avec l'intervention nazi et mussolinienne, puis stalinienne. L'or de la banque d'Espagne, en quantité importante, qui aurait pu permettre des achats d'armes, fut laissé aux mains des partis de gauche. L'inimitié devint de plus en plus flagrante est les journées de mai 37 à Barcelone (plus sanglante que juillet 36) marquèrent le conflit entre la base et les dirigeants, les partisans de l'autogestion et ceux du respect de l'ordre bourgeois, incarnés par les catalanistes et les communistes pro Moscou. L'autogestion pendant la guerre d'Espagne a atteint un niveau inconnu auparavant. Elle s'inscrit dans ce mouvement des travailleurs qui a commencé en 1871 avec la commune de Paris, et en 1917 avec les soviets libres et non manipulés ; puis a continué principalement en 1953 à Berlin-Est, en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie. (texte de mars 1991 (?), revu en juin 2003)

II 1936-1939 la collaboration ministérielle

Besnard Pierre : Brefs inédits

Horacio M. Prieto, qui devait être plus tard Sous-secrétaire à la Santé, tout en étant mineur, n'a pas eu de scrupules pour s'asseoir à la table du bureau du Sous-secrétariat. Il était à son aise ; il avait face à lui la perspective du pouvoir politique, de ce pouvoir qui l'obsède, qui le pousse à chanter les louanges des installations politiques et économiques de la Russie communiste. Il était membre du Comité National, vice-secrétaire, et il a été un de ceux qui ont le plus fait pour évacuer l'œuvre révolutionnaire vers les

voies de la légalité républicaine. Comme Santillán, García Oliver, David Antona, M. R. Vázquez, Aurelio Fernández, etc., voici les principaux promoteurs du changement de position de la CNT. Jamais ces individus ne pourront dire qu'ils représentaient l'opinion générale des militants. Eux-mêmes, nous l'avons vu, nous le verront, s'imposent, leurs confessions nous éclairent beaucoup d'inconnues.

Ce que nous ne pouvons cesser de proclamer haut et fort, parce que c'est la vérité, c'est que face à cette passion de commandement antifasciste et de collaboration à n'importe quel prix, il existait une minorité, qui si elle s'était exprimée publiquement, en toute indépendance, n'aurait été que la majorité d'avant le 19 juillet, à l'exception de ceux qui se sont retrouvés élevés à la dignité du pouvoir du fait des responsabilités qu'ils occupaient et que les nouvelles recrues -qui formaient la nouvelle majorité- considéraient indispensables. Ce phénomène se produira toujours, lorsqu'on laisse debout les bases d'un régime qu'on prétend vouloir détruire.

Il est inutile de dire que les convertis au ministerialisme ont canalisé la propagande orale et écrite sur un ton d'exaltation patriotarde et autoritaire. Nous ne perdrons pas de temps et d'espace à reproduire une infinité de textes des multiples argumentations utilisées pour soutenir et défendre ce glissement vers l'État et ses organismes mécaniques ou ses lois. Nous ne le faisons pas parce que nous ne concevons pas que des mentalités anarchistes bien forgées puissent du jour au lendemain changer si brusquement d'opinion, surtout en sachant que cela représentait une déviation (claudicación) par rapport aux postulats qu'ils avaient soutenu et défendu jusqu'à verser des fleuves de sang. Les effets de ces journées, les conséquences, nous commençons à les déchiffrer aujourd'hui, en voyant comment persistent à se scinder l'unité organique et spirituelle de l'anarchisme espagnol la majorité de ceux qui ont prit goût à la bureaucratie antifasciste, aux fauteuils officiels, aux commandements militaires.

Pour une vision claire de la collaboration gouvernementale anarcho-syndicaliste espagnole Le refus de l'État et du gouvernement est le point commun de tous les anarchistes. Il a existé et il existe des divergences sur la participation ou non à des guerres, à la défense ou non de certains régimes, mais le problème de l'État est clair (sauf pour les anarcho-libéraux qui sont précisément en faveur d'un État capitaliste minimum !!).

Donc, la participation de la CNT et de la FAI à plusieurs reprises aux gouvernements de Barcelone et de Madrid est une contradiction délibérée. Elle nourrit la critique des capitalistes et des capitalistes rouges (les soi-disant marxistes) qui trouvent là une justification de leur pratique ordurière : une élite (qui se perpétue sur plusieurs générations grâce à la terreur - avec ou sans PC- ou à la richesse) doit exploiter les masses. On peut remarquer que cette pratique n'est même pas contrebalancée par une division réelle du pouvoir ou une rotation des tâches, comme Aristote la préconise dans " La Politique " ; encore moins par une pureté morale individuelle supérieure : les cathares et les bogomiles ont été exterminés au X et XII siècles, le jésuitisme et le machiavélisme sont une norme de conduite et de réussite pour la plupart des chefs. La morale ne sert que de thème de dérision dans " Don Quichote " et " L'Idiot ".

Il est évident qu'en acceptant de collaborer au gouvernement, les responsables anarcho-syndicalistes espagnols (qui à aucun moment n'avaient consulté leur base sur cette question) ne prétendaient pas remplacer leur attitude traditionnelle par le cloaque hiérarchique du capitalisme quotidien.

On a beaucoup parlé du manque de vision concrète du Pouvoir chez les anarchistes. Profondément imprégnés d'action directe et de communisme libertaire, les militants espagnols croyaient établir un nouveau droit écrit, perceptible dans leur manie des comptes-rendus, des prévisions, des décisions syndicales. Le double pouvoir, puis la persistance de ce double pouvoir (juridiction traditionnelle bourgeoise et actes révolutionnaires). sanctionnée par une présence stagnante et non dynamique de représentants anarcho-syndicalistes, sema le trouble dans toutes les organisations libertaires espagnoles et non espagnoles en Espagne.

En fait, cette rupture entre la base et les " notables " (comme l'écrit l'historien de la CNT et cénétiste lui-même José Peirats) était l'aboutissement logique d'une série de déviations autoritaires depuis les années 30. Le conflit larvé, puis public, entre les partisans d'une action syndicale mesurée vers la révolution, et ceux qui prêchaient la " gymnastique révolutionnaire " immédiate pour déclencher cette même révolution, n'était pas apparu à la suite de discussions sereines. C'étaient des luttes dans les coulisses syndicales, où la calomnie ne manquait pas. Les notables, qui s'accusaient mutuellement quelques années auparavant de trahir la révolution et la CNT, ont agi en novembre 1936 en entrant dans le gouvernement de Madrid avec

autant de légèreté qu'ils s'étaient combattus entre eux entre 1930 et 1935.

Mais la base n'était pas complètement dupe. Relativement peu de militants avaient suivi l'une et l'autre tendance (ou bien ils l'avaient fait en croyant sincèrement à la victoire révolutionnaire, comme à Casas Viejas). Les 550.000 militants représentés en mai 1936 au congrès de la CNT à Saragosse, au lieu des 800.000 qu'il devait y avoir en 1931, sont un signe net. Sans doute, plus d'un million de travailleurs se sentaient identifiés à la CNT en cas de conflit et de révolution, mais ils refusaient les magouilles FAI-trentisme (même si mai 1936 fut la réunification).

De même, la base, se fondant sur les postulats anarcho-syndicalistes de l'action directe et du communisme libertaire, luttait et battait souvent les militaires en juillet 36. Mais là où les notables anarcho-syndicalistes eurent des négociations avec les militaires (Abós à Saragosse) ou se fièrent à leur parole, le résultat fut tant pour les notables que les militants de base la défaite et la répression. Dès les premiers jours de la guerre, les notables avaient fixé leur position de collaboration :

- absence de tout mot d'ordre sur le communisme libertaire ;
- acceptation d'un pourcentage représentatif exagéré pour les autres organisations syndicales et politiques en Catalogne, en échange du même service dans les régions où la CNT -FAI était faible (par exemple le Pays basque, certaines provinces castillanes). Mais la base, on le sait, se hâta d'appliquer des changements révolutionnaires, et les politiciens s'empressèrent de profiter de l'aubaine en Catalogne et de ne rien céder dans le reste de l'Espagne républicaine. Le Comité des Milices en Catalogne pouvait faire penser à un organisme de coordination de tous les secteurs politiques et syndicaux, face à la situation larvaire de la Généralité. Mais ce Comité fut sabordé par les notables anarcho-syndicalistes au nom de l'unité antifasciste. C'était la dégringolade politique de la CNT -FAI : il devenait impossible d'exiger un organisme similaire sur le plan national. Il ne restait qu'une collaboration au rabais, des fiefs régionaux (Aragon et Catalogne, et dans une mesure bien moindre, au Levant et aux Asturies), en attendant mieux. Cette collaboration se fit lorsque la CNT -FAI était dans une position de faiblesse : les raisons principales de l'entrée au gouvernement ont été la nécessité d'obtenir des armes et d'éviter la lutte entre anarcho-syndicalistes et communistes. Aucun des deux buts ne fut satisfait. Mai 37 à Barcelone marqua l'apogée d'une dizaine de chocs préalables entre cénétistes et communistes (fortement manipulés par Moscou). Mars 39, avec le putsch anarcho-syndicaliste et socialiste de Madrid contre le gouvernement et le PC, démontra l'inanité de cette participation gouvernementale "circonstancielle". Elle était du reste absurde au départ, puisque les ministères des Finances, de l'Intérieur, de la Guerre et de l'Agriculture étaient aux mains des forces non ou anti-révolutionnaires.

Il reste que cette participation signifia pour certains "anarchistes" "echar par la borda" (jeter par-dessus bord) le principe de l'anti-étatisme, en prônant un parti politique anarcho-syndicaliste. On retrouvait les idées de Pestaña de 1935-36, lequel pourtant demanda à réintégrer la CNT en 1937 et y fut accepté. En exil, des partis furent plus ou moins franchement lancés par Horacio Prieto, García Oliver. Le sort des quatre ministres est assez contradictoire : Juan López mourut en Espagne comme phalangiste en 1972, alors que son collègue Joan Peiró avait été fusillé en 1942 et qu'il aurait eu la vie sauve s'il avait accepté de devenir responsable phalangiste ; García Oliver est mort au Mexique, en solitaire en 1983 ; Federica Montseny (décédée en 1991) est demeurée dans "sa" CNT en condamnant tout écart par rapport aux principes, y compris sa condition de première femme ministre en Espagne.

Ma conclusion est que cet épisode est un échec profond, dont le flou idéologique n'a guère laissé de trace. A l'opposé, comment se sentir séduit par les zigzags des rapports hitléro-soviétiques ou hitléro-démocraties occidentales, qui étaient clairement visibles jusqu'à l'implosion de l'URSS : exploitation généralisée du Tiers-Monde par les puissances "démocratiques" et "communistes" ; respect des dictatures des uns et des autres, etc.

III Les anarcho-sindicalistes dans l'action révolutionnaire

Principes et enseignements de la révolution espagnole

Tout ce qui par témoignage direct ou indirect a été exposé dans ce livre aide à la compréhension des enseignements suivants que j'ai formulés en synthèse comme sujet de méditation.

1. Le principe juridique des collectivités était entièrement " nouveau ". Ce n'était ni le syndicat ni la mairie au sens traditionnel du mot et non plus la commune du Moyen-Âge. Toutefois, elles étaient plus proches de l'esprit communal que de l'esprit syndical. Les collectivités auraient pu souvent s'appeler " communauté ", comme c'est le cas pour celle de Binéfar et constituaient vraiment un tout dans lequel les groupes professionnels et corporatifs, les services publics les échanges, les fonctions municipales, restaient subordonnées, dépendant de l'ensemble, tout en jouissant de l'autonomie dans leurs structures, dans leur fonctionnement interne, dans l'application de leurs buts particuliers. 2. Malgré leur détermination, les collectivités étaient pratiquement des organisations libertaires communistes, qui appliquaient la règle " de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ", soit par la quantité de ressources matérielles assurées à chacun là où l'argent était aboli, soit au moyen du salaire familial là où l'argent avait été maintenu. La méthode technique différait, mais le principe moral et les résultats pratiques étaient les mêmes. Cette pratique était en effet sans exceptions dans les collectivités agraires ; peu fréquente au contraire dans les collectivisations et socialisations industrielles, la vie de la ville étant plus complexe et le sentiment de sociabilité moins profond. 3. la solidarité portée à un degré extrême était la règle générale des collectivités agraires. Non seulement le droit de tous à la vie était assuré, mais dans les fédérations mères on établissait toujours plus le principe de l'entraide avec les fonds communs dont jouissaient les villages moins favorisés par la nature. À Castellón, on établit dans ce but la Caisse de compensation. Dans le domaine industriel, cette pratique semble avoir commencé à Hospitalet, dans les chemins de fer catalans et plus tard elle fut appliquée à Alcoy. Elle aurait été plus générale si le compromis avec les autres partis n'avait pas empêché de socialiser ouvertement dès les premiers jours. 4. Une conquête d'une énorme importance a été le droit de la femme à la vie, quels que fussent ses fonctions sociales. Dans la moitié des collectivités agraires, le salaire qui lui était attribué était inférieur à celui de l'homme, dans l'autre moitié équivalent ; la différence s'expliquait en tenant compte que la femme célibataire vit rarement seule. 5. De même les enfants ont vu leur droit reconnu spontanément : non comme une aumône accordée par l'État, mais bien comme l'exercice d'un droit que nul ne pensait à refuser. En même temps, les écoles leur ont été ouvertes jusqu'à 14 ou 15 ans : seule façon d'éviter que les parents ne les envoient travailler avant l'âge, et pour rendre l'instruction réellement générale. 6. Dans toutes les collectivités agraires d'Aragon, de Catalogne, du Levant, de Castille, d'Andalousie et d'Extrémadure, il y a eu pour règle spontanée de constituer des groupes de travailleurs presque toujours fixés dans des zones précises et qui se partageaient les cultures ou les terres. C'est également spontanément que s'est fait la réunion des délégués élus par ces groupes avec le délégué local de l'agriculture dans le but d'orienter le travail général. 7. En plus de ces réunions et d'autres analogues des groupes spécialisés, des réunions de la collectivité avaient lieu sous forme spontanée également -assemblées hebdomadaires, bi-mensuelles ou mensuelles. On s'y prononçait sur l'activité des conseillers nommés par elles et sur les cas spéciaux et les difficultés imprévus. Tous les habitants, hommes et femmes, et qu'ils fussent ou non producteurs de biens de consommation, intervenaient et déterminaient les accords pris. Souvent même les " individualistes " pouvaient se prononcer et voter. 8. Dans la collectivisation de la terre, les modifications les plus importantes ont été : l'augmentation du machinisme et de l'irrigation, l'extension de la polyculture, la plantation d'arbres de toutes espèces. Dans l'élevage des bestiaux : la sélection et la multiplication des espèces, leur adaptation aux conditions du milieu du climat de l'alimentation, etc., et la construction sur une vaste échelle d'étables, de porcheries et de bergeries collectives. 9. On étendait continuellement l'harmonie dans la production et la coordination des échanges, de même que l'unité dans le système de répartition. L'unification communale était complétée par l'unification régionale, où la Fédération nationale était élue. À la base, la " commune " organisait l'échange. Exceptionnellement la commune isolée la pratiquait, mais sur autorisation de la fédération qui prenait note des échanges et pouvait les interrompre s'ils causaient un préjudice à l'économie générale. Cela arriva pour une collectivité isolée de Castille, qui ne vendait pas le blé pour son compte mais envoyait le client à l'office du blé à Madrid. En Aragon, la Fédération des collectivités, fondée en janvier

1937, et dont la résidence centrale se trouvait à Caspe, commença à coordonner les échanges entre toutes les communes de la région, ainsi qu'à appliquer l'entraide. La tendance à l'unité est apparue plus clairement avec l'adoption d'une carte de " producteur " unique, et d'une carte de " consommateur " également unique, qui impliquait la suppression de toutes les monnaies, locales ou non, suivant la résolution prise au congrès constitutif de février 1937. La coordination des échanges avec les autres régions et de la vente à l'extérieur s'améliorait toujours davantage. Dans le cas de bénéfices dus aux différences de change, ou à l'obtention de prix supérieurs au prix de base déjà excédentaire, la Fédération régionale les employait pour aider les collectivités les plus pauvres. La solidarité dépassait le circuit communal. **10.** La concentration industrielle tendait à se généraliser. Les petites usines, les ateliers anti-économiques disparurent. Le travail se rationalisa avec un objectif et une forme hautement sociale aussi bien dans les industries d'Alcoy que dans celles d'Hospitalet, dans les transports urbains de Barcelone que dans les collectivités d'Aragon. **11.** La socialisation commençait souvent avec la répartition (à Segorbe, Granollers et différents villages d'Aragon). Dans certains cas nos camarades arrachèrent à la municipalité des réformes immédiates (municipalisation des loyers, de la médecine à Elda, Benicarló, Castellón, Alcañiz, Caspe, etc.) **12.** L'enseignement progressa avec une rapidité jusqu'alors inconnue. L'immense majorité des collectivités et des municipalités plus ou moins socialisées a construit une ou plusieurs écoles. Chacune des collectivités de la Fédération du Levant avait son école au début de 1938. **13.** Le nombre de collectivités augmentait continuellement. Le mouvement, né avec plus d'élan en Aragon, avait gagné dans les campagnes une partie de la Catalogne, prenant un essor extraordinaire, surtout dans le Levant, et ensuite en Castille, dont les réalisations ont été, selon des témoins responsables, peut-être supérieures à celles du Levant et de l'Aragon. L'Extrémadure et la partie de l'Andalousie que les fascistes tardèrent à conquérir - surtout la province de Jaén - ont eu aussi leurs collectivités. Chaque région ayant les caractéristiques propres à son agriculture et à son organisation locale. **14.** Dans mes enquêtes, je n'ai trouvé que deux cas d'échecs : celui de Boltaña et celui d'Ainsa au nord de l'Aragon. Le développement du mouvement et les adhésions qu'il recevait peuvent s'exprimer par ces faits : en février 1937 la région d'Angüés avait 36 collectivités (chiffre communiqué au congrès de Caspe). Elle en avait 57 en juin de la même année. Nous manquons de chiffres exacts sur le nombre de collectivités créées dans toute l'Espagne. Me basant sur les statistiques incomplètes du congrès février en Aragon, et sur notes recueillies durant mon séjour prolongé dans cette région, je peux affirmer qu'il y en avait au moins 400. Celles du Levant étaient de 500 en 1938. Nous devons y ajouter celles des autres régions. **15.** Les collectivités ont été complétées en certains lieux par d'autres formes de socialisation. Le commerce fut socialisé après mon passage à Carcagente. Alcoy vit naître une coopérative de consommation complétant l'organisation syndicale de la production. D'autres collectivités s'agrandirent : Tamarite, Alcolea, Rubielas de Mora, Calanda, Pina, etc. **16.** Les collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive du mouvement libertaire. Bien qu'elles aient appliqué des principes juridiques nettement anarchistes, elles étaient souvent la création spontanée de personnes éloignées de ce mouvement (" libertaires " sans le savoir). La plus grande partie des collectivités de Castille et d'Extrémadure ont été l'œuvre de paysans catholiques et socialistes, inspirés ou non par la propagande de militants anarchistes, isolés. Malgré l'opposition officielle de leur organisation, beaucoup de membres de l'UGT (Union générale des travailleurs) sont entrés dans les collectivités ou les ont organisées ; et aussi des républicains sincèrement désireux de réaliser la liberté et la justice. **17.** Les petits propriétaires étaient respectés. Les cartes de consommateurs faites aussi pour eux, le compte courant qui leur était ouvert, les résolutions prises à leur égard l'attestent. On les empêchait seulement d'avoir plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver, et d'exercer le commerce individuel. L'adhésion aux collectivités était volontaire ; les " individualistes " y adhéraient seulement quand ils étaient persuadés des résultats meilleurs du travail en commun. **18.** Les principaux obstacles aux collectivités furent :

- la coexistence de couches conservatrices, des partis et des organisations qui les représentaient : républicains de toutes tendances, socialistes de droite et de gauche (Largo Caballero et Prieto), communistes staliniens, souvent poumistes. (Avant d'être expulsé par le gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. ne fut pas réellement un parti révolutionnaire. Il le devint quand il se trouva contraint à l'opposition. En juin 1937, un manifeste distribué par la section aragonaise du P.O.U.M. attaquait les collectivités.) L'U.G.T. constituait l'instrument principal utilisé par ces différents politiciens.
- l'opposition de certains petits propriétaires (paysans, catalans et pyrénéens).
- la crainte manifestée même par quelques membres des collectivités que, une fois la guerre terminée, le gouvernement ne détruise ces organisations. Cette peur fit hésiter même beaucoup de ceux

qui n'étaient pas réellement réactionnaires et des petits propriétaires qui, sans cela, se seraient décidés à adhérer aux collectivités.

- la lutte active contre les collectivités : il ne s'agit pas de l'action évidemment destructrice des troupes de Franco là où elles pouvaient arriver. Cette lutte contre les collectivités a été conduite les armes à la main en Castille par les troupes communistes. Dans la région de Valence, il y eut même de vrais combats dans lesquels intervinrent les chars d'assaut. Dans la province de Huesca, la brigade Karl Marx a persécuté les collectivités. La brigade Macía-Companys a fait de même dans la province de Teruel (mais toutes deux ont toujours évité le combat contre les fascistes). La première a toujours été inactive pendant que nos troupes luttèrent pour prendre Huesca ou d'autres positions importantes. Les troupes marxistes se réservaient pour l'arrière-garde. La seconde abandonna sans lutte Vinel del Río et d'autres communes de la région carbonifère d'Utrillas. Les soldats qui s'enfuirent en chemise devant une petite attaque que d'autres forces continrent sans difficultés, furent ensuite des combattants intrépides contre les paysans désarmés des collectivités. **19.** Dans l'œuvre de création, de transformation et de socialisation qui a été réalisée, le paysan a montré une conscience sociale très supérieure à celle de l'ouvrier des villes. Gaston Leval

Trotsky et la CNT en 2003 La revue " Critique communiste " de mai 2003 (N° 168) de la LCR publie dans son dernier numéro un compte-rendu de livre signé par Michel Lequenne qui me pose problème. Présentant le livre de Wilebaldo Solano " Le POUM dans la guerre d'Espagne ", l'auteur décoche des affirmations catégoriques qui concernent la CNT actuellement. Se fondant sur les " leçons de la Révolution russe et [de] l'apport théorique de Trotsky ", l'auteur écrit sur le " crétinisme anti pouvoir " des anarchistes et le problème de " déborder la CNT-FAI ", " les responsabilités énormes de la direction de la CNT-FAI, la plus importante force prolétarienne dans tout le pays. Si l'héroïsme de ses militants n'eut rien à envier à ceux du POUM, les " principes " anarchistes allaient révéler là leur négativité totale. Absents des élections par principe, ils ne leur opposaient rien. [...] cela allait les conduire à l'envers de leur apolitisme : l'envoi de deux ministres dans le gouvernement bourgeois, déjà largement passé aux mains des staliniens ! plus encore ! Quand les staliniens, qui avaient déjà, entre autres, assassiné leur plus grand militant, Durruti, attaquèrent la citadelle révolutionnaire de Barcelone en mai 1937, ce furent des ministres anarchistes qui vinrent imposer aux forces de la CNT-FAI un compromis pourri avec le pouvoir stalino-bourgeois, laissant isolé le POUM et les Amis de Durruti. La direction du POUM aurait-elle pu ne pas ordonner ce repli ? [...] Pouvait-elle encore entraîner les masses anarchistes contre leur direction traître ? " La position de Michel Lequenne n'est pas originale, elle répète consciencieusement les clichés staliniens, trotskistes et en partie conseillistes. Pour y répondre rapidement, il faut séparer deux plans : l'idéologie, la situation espagnole. En fait, au-delà de la personnalité de Trotsky, c'est les rapports du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme avec le marxisme qu'il faut brièvement aborder. L'anarcho-syndicalisme se situe dans la tradition anarchiste et n'a de rapports avec le marxisme quand ce qui concerne l'analyse économique que Bakounine partageait en partie, sans oublier l'apport de Proudhon, tantôt admiré, tantôt haï par Marx. Par contre, le syndicalisme révolutionnaire inclut la position d'Allemane, guesdiste anti-parti, syndicaliste convaincu de la nécessité de l'État dans la société post-révolutionnaire. Un précurseur, en somme, de Shliapnikov et Kollontay, qui, en 1921 (bien tard), critiquaient Lénine et le PC pour demander l'autonomie du syndicat bolchevique, avant d'être écrasés ou fusillés par les arguments marxistes léninistes. Du côté marxiste, et mises à part les exceptions des syndicalistes cités, le syndicat est soumis au Parti, Guesde, Trotsky, Lénine, Staline, Kautsky, etc., sont sur la même ligne. Rosa Luxembourg ne fait pas exception. Dans sa brochure de 1905, " Grève générale, parti et Syndicats ", commence par une affirmation qui montre les limites intellectuelles de l'auteur : " La Révolution russe, cette même Révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement n'est pas une réhabilitation de l'anarchisme, mais encore équivaut à une liquidation historique de l'anarchisme. [...] L'anarchisme [...] n'est pas la théorie du prolétariat combattant, mais l'enseignement idéologique de la canaille contre-révolutionnaire " Rosa présente une analyse peu originale : " le socialisme doit, dans un mouvement de masse, prendre et garder la direction réelle, gouverner tout le mouvement dans le sens politique " La justification du syndicat courroie de transmission est : " Les syndicats ne représentent que les intérêts de groupes et un stade de développement du mouvement ouvrier. Le socialisme représente la classe la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble. " La synthèse et la pratique sont données en février 1922 par l'Internationale communiste, texte en fait de Lénine . On y lit que l'Opposition ouvrière a pour thèse "

l'organisation de la direction de l'économie populaire [...] qui [...] incombe au congrès panrusse des producteurs, réunis dans les syndicats de production, lesquels élisent un organe central dirigeant toute l'économie populaire de la République. » Lénine juge cette idée « radicalement fausse » parce que les producteurs s'écartent de la lutte de classe, les sans partis dominant le Parti. De plus, les lois de l'URSS impliquent les syndicats dans la direction de l'industrie. De façon brusque, Lénine passe de l'Opposition ouvrière à « les syndicalistes et les anarchistes » qui suppriment le rôle du Parti, et donc « on détruit d'une manière petite-bourgeoise, anarchique, ce travail et on ne peut aboutir ainsi qu'au triomphe de la contre-révolution bourgeoise. » La conclusion est que « les conceptions de "l'Opposition ouvrière" et d'éléments analogues non seulement sont fausses en théorie, mais encore expriment en pratique les hésitations et les fluctuations petites-bourgeoises et anarchistes, affaiblissent en fait la ligne directive ferme du parti communiste et aident en réalité les ennemis de classe de la révolution prolétarienne. » Le raisonnement réducteur permet d'englober dans le même rejet les opposants dans le parti communiste, les syndicalistes qui ne se plient pas aux ordres, les anarchistes, sous-entendus les anarcho-syndicalistes. Il est nécessaire de préciser que les anarchistes partagent une idéologie aux multiples facettes et que les anarcho-syndicalistes fédèrent des travailleurs opposés au patronat et aux manipulations entre patrons et certains syndicalistes, vers une société sans Etat, sans capitalisme, des travailleurs qui peuvent conserver des positions « autoritaires » dans de nombreux domaines, que le syndicat peut mettre en discussion si cela est en rapport avec les luttes en cours. * * * Il faut revenir chronologiquement en arrière pour saisir la vision marxiste léniniste vis à vis des anarchistes pendant la révolution russe. C'est d'abord l'union des communistes bolcheviks, des anarchistes, des SR de gauche contre les blancs, les partisans du tzar et du capitalisme, puis une fois la victoire assurée, l'élimination de tous les non marxistes léninistes fidèles à leurs idées. C'est la clé des alliances entre les forces de Makhno et celles des bolcheviks en Ukraine. Trotsky s'y opposa d'abord en juin 1919 dans un texte fameux : « Makhno et ses complices les plus proches se considèrent comme anarchistes et, sur cette base, "récusent" tout pouvoir gouvernemental. Seraient-ils par conséquent des ennemis du pouvoir soviétique ? De toute évidence, puisque le pouvoir soviétique est le pouvoir gouvernemental des ouvriers et des paysans laborieux [...] Impossible de trouver la moindre trace de discipline ou d'ordre dans cette armée [...] Dans cette armée, les commandants sont élus. Les acolytes de Makhno hurlent : « A bas les commandants nommés ! » [...] Est-il pensable dans ces conditions de laisser sur le territoire de la république soviétique exister des bandes armées [...] ? Non, il est temps d'en finir avec cette corruption anarcho-koulak, d'en finir fortement, une fois pour toute, pour qu'ainsi personne n'ait plus envie de recommencer. [...] Trotsky poursuit dans un autre texte sa critique des officiers élus : « Ainsi, ils n'induisent en erreur que leurs propres soldats, les plus obtus. On ne pouvait parler de "commandants nommés" que sous le régime bourgeois, [...] les commandants nommés par le pouvoir soviétique central sont mis en place par la volonté des millions de travailleurs, tandis que les commandants des bandes de Makhno reflètent les intérêts d'infime clique anarchiste, qui prend appui sur les koulaks et l'obscurantisme . » Et la mise en place du « socialisme réel » contre les makhnovistes était efficace : « Extrait d'un rapport du 17 juin 1920 d'un chef des lignes arrières du district de Pavlograd au chef des lignes arrières de la province d'Ekaterinoslav ». « Urgent et Secret [...] en application de votre télégramme N° 104 sur la répression de la population du village de Znamenka... (trois tâches : confiscation des armes, contributions obligatoires), prise d'otages d'au moins 10% de la population totale, sans exempter les femmes, [...] 20 maisons brûlées, 10 individus fusillés, prise de 301 otages entre 5 et 75 ans , confiscation de 150 bêtes à cornes, de 1.500 pouds [environ 2,5 tonnes] de grains et 81 chevaux » Trotsky, responsable du front en Ukraine, choisit d'attaquer le mouvement makhnoviste, précisément lorsque le général blanc Dénikine lance son offensive, l'armée rouge recule, en étant même obligée de réarmer des prisonniers makhnovistes -15.000- afin de limiter les pertes. De son côté, privé par l'armée rouge d'approvisionnement en armes depuis des mois, Makhno poursuit la lutte, et réussit même à enfoncer les lignes arrières de Dénikine, contribuant à sauver Moscou. Autant d'éléments qui montrent l'étendue de l'erreur de Trotsky. Une courte alliance entre les bolcheviks et les makhnovistes est même signée à la fin de l'année 1920, suivi de l'écrasement des forces makhnovistes. Petite remarque : l'argument du pouvoir soviétique comme reflet de la volonté de millions de travailleurs, notamment plus tard quand Staline et ses camarades dénonçaient Trotsky, ne pouvait convaincre ni Makhno, ni plus tard Trotsky lui-même quand il se retrouva à la place des anarchistes, comme ennemis du Parti. * * *

L'insurrection des marins de Kronstadt réprimée par Trotsky en mars 1921 exprimait globalement les mêmes revendications que celles des makhnovistes : -des soviets élus librement par les ouvriers et les paysans, - « Etablir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes

et pour tous les partis socialistes de gauche ”, - “ Libérer tous les prisonniers politiques socialistes, ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite de mouvements revendicatifs ”, - “ Supprimer tous les “ départements politiques ”, car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l’Etat des moyens financiers dans ce but ”. La réponse du PC est une longue déclaration de Lénine, la synthèse étant “ les thèses de l’Opposition ouvrière c’est de la démagogie sur laquelle se fondent les éléments anarchistes de Makhno et de Kronstadt ”, et un document signé par Trotsky et Kamenev : “ Seuls, ceux qui se seront rendus sans conditions, pourront compter sur la clémence de la république soviétique. Je donne, en même temps, l’ordre de préparer l’écrasement par la force armée par la force armée la rébellion et les mutins. ” Les “ Izvestia ” de Kronstadt écrivent cet éditorial, dont le titre est : “ Tout le pouvoir aux soviets, non au Parti ”. “ Le maréchal Trotsky, menace Kronstadt, libre et révolutionnaire révolté contre le pouvoir absolu qu’exercent depuis ans les commissaires politiques. [...] le dictateur de la Russie soviétique, violée par le parti communiste, se soucie peu de la mort violente des masses laborieuses, pourvu que le parti communiste conserve le pouvoir. Il a le culot de parler au nom de la Russie soviétique martyr et de promettre la clémence. Mais c’est lui, le sanguinaire Trotsky, le chef de l’Okhrana communiste, c’est lui qui fait couler des torrents de sang pour maintenir le pouvoir absolu du Parti, ” Deux jours avant la fin, le titre et les deux premières phrases de l’éditorial sont prémonitoires “ La maison de commerce Lénine, Trotsky et C° Elle a bien travaillé la maison de commerce Lénine, Trotsky et C°. La criminelle politique absolutiste du parti communiste au pouvoir a conduit la Russie à l’abîme de la misère et de la ruine. ” Trotsky définissait longuement l’insurrection de Kronstadt dans un article de 1938, il avait eu le temps de réfléchir, comme : “ une réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature du prolétariat. [...] Quelles qu’aient été les causes de l’insurrection de Kronstadt proches ou lointaines, celle-ci signifiait au fond une menace mortelle contre la dictature du prolétariat. Est-ce que la révolution prolétarienne, si même elle avait commis une erreur politique (obstination à maintenir les méthodes du communisme de guerre) devait pour se punir elle-même, recourir au suicide ? ” * * * Lénine, Trotsky et C° n’utilisent qu’une logique : qui ne suit pas mes idées est mon ennemi. C’est la logique de la dictature. D’où la déduction d’anarchistes russes en 1928 : “ Trotski, Zinoviev, Kamenev et tutti quanti, une fois installés au pouvoir, n’auraient-ils pas appliqué la même politique despotique insensée contre ceux qui n’ont fait qu’ouvrir la bouche ? N’y-a-t’il pas dans la conscience de l’opposition actuelle autant de fautes grandes et petites que celles qu’elles collectionnaient il n’y a pas encore si longtemps ? Si un coup de théâtre de l’histoire faisait que les trotskistes tuent les staliniens du Kremlin et qu’ils prennent le pouvoir, ne reverrait-on pas le même cirque ? La pratique soviétique abandonnerait-elle le favoritisme, la création de laquais, la paperasse, la censure, les emprisonnements et les exécutions ? Tout cela serait comme avant et chacun le sait. ” La même étude synthétisait le régime soviétique : “ L’esclavage dans le travail, la suppression, dans la fonction de travailleur et d’employé, de l’individu en tant que personnalité, l’extension du rôle exploiteur de l’État, l’augmentation du chômage, l’impossibilité caractérisée pour les masses travailleuses de défendre leurs intérêts, quand ils sont menacés par les directives du pouvoir, la transformation des syndicats en perroquets impuissants du Parti, les sanctions impitoyables contre les individus qui protestent, l’accroissement monstrueux des forces de répression, l’éducation offerte aux groupes de parasites et de privilégiés, qui ont uniquement une fonction de surveillance et de contrôle, telles sont les caractéristiques principales du système étatique et capitaliste soviétique. ” “ Seuls les philistins et les fanatiques peuvent voir dans la forme soviétique de salariat l’émancipation des travailleurs. Ce que nous venons de dire des ouvriers s’applique également aux paysans. ” [...] “ La violence vis à vis du prolétariat dans toutes ces formes, en commençant par les exécutions et en finissant par le travail obligatoire, est, quelque paradoxal que cela puisse paraître, la méthode pour former l’humanité communiste à partir des individus issus de l’époque capitaliste. ” (Boukharine) [...] “ La dernière instance supérieure pour établir la vérité et la justice est la tchéka, aujourd’hui appelée guépéou. Voici le système exploiteur brillant, le système bolchevique définitif d’encasernement des individus, en dirigeant tous les aspects de l’existence, en ne s’arrêtant pas face à la destruction des valeurs culturelles, au gaspillage sauvage de l’énergie humaine. Le système s’appuie sur les bayonnettes, les prisons, les camps de concentration, le bannissement, les exécutions. ” * * * Logiquement, les articles de Trotsky sur l’Espagne reproduisent les mêmes tares que sa pratique en URSS : le rôle de sauveur du Parti face au désordre anarchiste. En 1931, il écrivait : “ La Confédération Nationale du travail concentre autour d’elle, sans aucun doute, les éléments les plus combattifs du prolétariat. La sélection s’est produite ici durant une série d’années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses

est un devoir pour chaque ouvrier avancé et avant tout pour les communistes. [...] Mais en même temps nous ne pouvons pas nous faire d'illusions quant au sort de l'anarcho-syndicalisme comme doctrine et méthode révolutionnaires. Par l'absence de programme révolutionnaire et l'incompréhension du rôle du parti, l'anarcho-syndicalisme désarme le prolétariat. [...] Quant aux anarcho-syndicalistes, ils ne pourraient se mettre à la tête [de la révolution] qu'à condition de renoncer à leurs préjugés anarchistes. Notre devoir est de les aider en ce sens. En effet, il faut supposer qu'une partie des chefs syndicalistes passera aux socialistes ou sera rejetée de côté par la révolution ; les véritables révolutionnaires seront avec nous ; les masses se joindront aux communistes, de même que la majorité des ouvriers socialistes . ” Ces prédictions ne se sont jamais réalisées, ni pour les marxistes du PC, ni pour ceux proches de Trotsky. Par contre, Trotsky est plus inspiré durant la guerre civile dans “ Leçons d'Espagne ” de décembre 1937. “ Sans les persécutions contre les trotskistes, les poumistes, les anarchistes révolutionnaires et les socialistes de gauche, les calomnies fangeuses, les documents forgés , les tortures dans les prisons staliniennes, les assassinats dans le dos, sans tout cela, le drapeau bourgeois, sous le drapeau républicain, ne se serait pas maintenu deux mois . ” Et Trotsky savait de quoi il parlait, puisque c'est le système qu'il contribua à mettre en place en URSS. “ Les anarchistes ont fait preuve d'une incompréhension fatale des lois de la révolution et de ses tâches lorsqu'ils ont tenté de se limiter aux syndicats, c'est-à-dire à des organisations de temps de paix, imprégnées de routine et ignorant ce qui se passait en dehors d'eux, dans la masse, dans les partis politiques et dans l'appareil d'État. Si les anarchistes avaient été des révolutionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets réunissant tous les représentants de la ville et du village, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les staliniens se seraient trouvés en minorité insignifiante . ” Trotsky confond l'efficacité des manipulations marxistes léninistes, dont il a usé et abusé, et l'élan révolutionnaire de la base qu'il a toujours canalisé et contrecarré. “ Les avocats de l'anarchisme qui prêchent pour Cronstadt et pour Makhno ne trompent personne. Dans l'épisode de Cronstadt et dans la lutte contre Makhno, nous avons défendu la révolution prolétarienne contre la contre-révolution paysanne. Les anarchistes espagnols ont défendu et défendent encore la contre-révolution bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Aucun sophisme ne fera disparaître de l'histoire le fait que l'anarchisme et le stalinisme se sont trouvés du même côté de la barricade, les masses révolutionnaires et les marxistes de l'autre. Telle est la vérité qui entrera pour toujours dans la conscience du prolétariat . ” Trotsky reste fidèle à la vision globalement marxiste, mais que Marx mit en doute dans sa “ Lettre à Vera Zasoulevitch ” et que Lénine et ses camarades firent semblant de méconnaître pour s'ériger en nouvelle classe dirigeante, des mouvements de travailleurs des campagnes comme étant contre-révolutionnaires. Cet axe étant placé, Trotsky reprend l'argument léniniste de l'anarchisme comme phénomène petit-bourgeois, alors que la CNT est anarcho-syndicaliste. Trotsky nie la réalité historique sur ce plan et se laisse aller à identifier stalinisme et CNT, deuxième erreur grossière par rapport aux événements en cours. Mais Trotsky retrouve sa verve et son analyse habituelle largement mise au point quand il était responsable de l'armée rouge : “ [recommandation] 6) De l'armée révolutionnaire doivent être impitoyablement chassés les ennemis de la révolution socialiste, c'est-à-dire les éléments exploités et leurs agents, même s'ils se couvrent du masque de “ démocrate ”, de “ républicain ”, de “ socialiste ” ou d’ “ anarchiste ” . ” On retrouve l'esprit de la tchéka et les raisons qui justifiaient les revendications des insurgés de Kronstadt. Quant au POUM, il est intéressant de citer des propos de Solano : “ [...] nous avons sous-estimé l'esprit collectiviste des ouvriers et paysans d'Espagne, nous étions peut-être trop obsédés par le problème du pouvoir politique, et nous n'avons pas pensé qu'il y avait là une force cachée formidable et que pour l'avenir du socialisme elle était essentielle. Cela ne veut pas dire que nous étions contre l'autogestion, la collectivisation. [...] Tirer la conclusion que tout réside dans l'autogestion, comme certains camarades le pensent actuellement, est faux. Sans le pouvoir politique, sans la planification de l'économie, l'autogestion est condamnée à l'échec. ” Le témoignage est important parce qu'il montre comment des militants révolutionnaires sincères peuvent être bernés par la vision marxiste au point d'ignorer la réalité quotidienne connue depuis des dizaines d'années. La conclusion que présente Solano (historien du POUM) est ce que faisait la base cénétiste, qui fut en partie appliquée par le Conseil d'Aragon et que Makhno avait pratiquée en Ukraine : le pouvoir revient aux libertaires, avec la participation d'autres organisations et l'économie, il est planifié par les collectifs à la base et selon leurs besoins. Grâce à Solano, on peut remarquer que Trotskyn'a rien écrit sur la prise en main de l'économie par les travailleurs industriels et agricoles espagnols. Les lunettes marxistes léninistes ne permettent pas de voir, pas plus durant la révolution russe qu'avant et après, les

capacités d'autogestion des travailleurs, sinon à quoi servirait le parti guide ? Pour combler cette lacune, qui finit la partie idéologique, je passe au récit historique que le camarade de " Critique communiste " a dangereusement comprimé pour avancer des idées qui sont sensée servir le présent en 2003, mais écartent la réflexion et la compréhension tant du passé que de ce même présent, en simplifiant à l'extrême les problèmes syndicaux et politiques. * * * L'histoire du mouvement des travailleurs espagnols est originale puisqu'elle présente un syndicat socialiste fort, hégémonique dans certaines régions, qui de réformiste, devient presque révolutionnaire dans les années 30 et carrément durant la guerre civile (sans répression armée du PS, comme dans l'Allemagne des années 20). L'autre caractéristique est l'omniprésence du mouvement anarcho-syndicaliste avant la lettre (puisque le mot n'apparaît sous l'influence du russe que dans vers 1923) à partir de 1868-1870 jusque dans la fin des années 40. Ni les tentatives du PC dirigé par Moscou, ni les différents groupes assez distants entre eux et pas du tout trotskistes, autour de Nin, Maurin, Andrade, Arquer ne purent noyauter la CNT créée en 1910. L'explication de cet échec était pour les uns et les autres le retard économique de l'Espagne, et donc la présence d'une mentalité petite-bourgeoise des travailleurs liée à l'artisanat, l'industrie étant propice à la compréhension du marxisme. Si on laisse de côté l'Angleterre et les USA où cette vision mécaniste et primaire de l'histoire fonctionne mal pour les marxistes, le problème est qu'aussi bien Marx qu'Engels considéraient l'Espagne comme au même niveau de développement que les autres pays européens . Le PC comme le POUM (fondé après un an de tractations pour les élections de 1936) étaient des plus réduits en juillet 1936, 100.000 et 5.000 affiliés en prenant une fourchette haute. L'UGT socialiste et la CNT regroupaient au même moment 1.200.000 et environ 800.000 syndiqués. La FAI, clandestine, devait regrouper quelques dizaines de milliers de militants. Fondée en 1927, comme un regroupement des anarchistes pendant la dictature militaire, elle change de nature à partir de 1929, pour devenir un groupe de pression dans la CNT afin de contrecarrer le poids de militants très influents (Pestaña, Peiró), accusés d'être réformistes (ce qui était relativement exact). Durruti, García Oliver, et leur groupe, manipulaient en grande partie la FAI, qui tentait de manipuler la CNT, mais les syndicats (où les partisans de Pestaña, Peiró avaient toujours leur influence) étaient partagés, en allant de plus en plus vers une préparation à l'affrontement armé. Au risque de se répéter, il est évident de constater que les 800.000 cénétistes n'étaient pas 800.000 " anarchistes ". La quasi totalité des membres étaient des travailleurs agricoles et industriels, souvent analphabètes au sens scolaire et bourgeois du terme, mais parfaitement politisés, tout en n'ayant pas d'autre formation que celle de cénétiste pour la plupart, les autres pouvant être aussi anarchistes, poumistes, franc-maçons. Les intellectuels étaient archi minoritaires. S'il faut donner un chiffre des anarchistes, un cénétiste, cité par Vernon Richards, les évaluer à 5.000. La position cénétiste face aux élections a toujours été de privilégier la lutte, en particulier en 1933, avec le slogan " Face aux urnes, la révolution sociale ". Mais en février 1936, pour obtenir la libération des prisonniers politiques (une trentaine de mille), le choix conscient fut de s'abstenir de toute campagne d'abstention, afin de faire passer la gauche. Dans certaines régions (Aragon, Catalogne et Andalousie), des augmentations notables eurent lieu avec des résultats surprenants : élection de Pestaña (candidat de son parti syndicaliste) et de nombreux communistes. " Face aux urnes, la révolution sociale " n'était pas qu'un slogan. Il se basait sur la brochure d'Isaac Puente " le communisme libertaire ", qui donnait un exposé convainquant sur les capacités de gestion économique et sociale des travailleurs et sur comment réorganiser à la base et pour la base. Plusieurs événements augmentèrent la pression : -des heurts spontanés entre les travailleurs et les forces de répression en théorie de la république, mais avec une mentalité du régime précédent (Castilblanco en décembre 1931 en Extrémadure, Arnedo dans le nord-est de la Castille en 1931, deux parties sans grande politisation) ; insurrection et proclamation du communisme libertaire dans les mines de Berga -nord de Barcelone- en décembre 1932 ; -même chose en janvier 33 en Andalousie et dans la région de Valence ; -même chose en décembre 33 en Aragon ; insurrection contre le gouvernement aux Asturies lancée par le parti socialiste sans armes lourdes, appuyée par la CNT, l'UGT et les deux PC, organisation analogue au communisme libertaire, impossibilité de résister aux attaques puissantes (artillerie) de l'armée, répression très sévère ; revendication de ce modèle organisationnelle par les anarcho-syndicalistes, les communistes des deux partis (le POUM fut créé en pratique en septembre 35) et, dans une certaine mesure, par une partie des socialistes. Il est évident que cette dernière tentative était un pion sur l'échiquier tactique du PS dans l'espoir de faire reculer la droite qui n'hésita aucunement à envoyer les troupes d'élites (celles stationnées dans la zone espagnole du Maroc) pour écraser le mouvement. Différentes contradictions subsistaient : le slogan issu des Asturies, UHP (Unión de Hermanos Proletarios, l'Union des Frères Prolétaires), était valable dans la rue, mais pas dans les états-majors des partis et des syndicats, aucune mesure sérieuse

n'était prise par le gouvernement républicain (centre gauche et franc-maçons) contre les éléments de droite qui complotaient. Les premières heures de la guerre furent marquées par les hésitations de certains vis à vis des militaires, qui eux étaient résolus ou attendaient le moment le plus favorable, lorsqu'ils étaient trop minoritaires : " On tiendra compte que l'action doit être extrêmement violente pour réduire le plus vite possible l'ennemi qui est fort et bien organisé. Bien entendu, on mettra en prison tous les dirigeants des partis politiques, des sociétés ou des syndicats non sympathisants du Mouvement, en appliquant des châtiments exemplaires à ces individus pour étouffer les mouvements de révolte ou les grèves. " La situation fut très différente là où les travailleurs conscients et préparés, dans leur très grande majorité des militants anarcho-syndicalistes, ainsi que des deux partis communistes, surent s'opposer par la force aux militaires factieux, avec l'aide suivant les endroits de militants de partis de gauche, et des forces de police, voire de la garde civile à Barcelone (ce fut l'exception qui confirma la règle de la participation de ce corps au coup d'État). En effet, tout naturellement, les travailleurs, ceux qui avaient fait le coup de feu et la très grande majorité des autres, se saisirent des entreprises, des usines et des terres pour les gérer eux-mêmes. C'est à Barcelone que les réalisations les plus ambitieuses apparurent : -transformation d'entreprises métallurgiques pour les besoins de la guerre (blindage de camions, fabrication de munitions et pièces d'armement, élaboration d'une sorte de mitrailleuse, etc.) ; -unification (quelques jours après la fin des combats) de trois compagnies de chemins de fer à Barcelone, ce qui supposait l'intégration des employés, du matériel de trois compagnies différentes, et la refonte des horaires ; -adoption dans presque tous les collectifs de mesures d'améliorations des conditions de travail (horaires, aération, sécurité des machines, etc.), ainsi que l'application de la retraite à partir de 60 ans, création d'une école pour les enfants des travailleurs, aide pour le front (en argent, en nature, en volontaires). Face à cette élan des travailleurs pour continuer les événements d'avant juillet 36, tous les états-majors faillirent à leur mission. Les anarcho-syndicalistes de la CNT-FAI firent cesser l'autogestion dans les entreprises contrôlées par le capital anglais dès fin juillet et ne reprirent aucune consigne de communisme libertaire (première mention dix jours après la fin des combats, les premières directives concernant la lutte et des unions avec les autres forces politiques). Le parti communiste, partisan de soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats jusqu'en 1934, annonçait dès fin juillet 36, " ce qui se fait actuellement dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui, dans d'autres pays comme la France, s'est déroulée il y a plus d'un siècle ". Le POUM se limitait à approuver la CNT-FAI, tout en déplorant sa lenteur à se transformer en parti politique. L'UGT et les socialistes ne prênaient aucune mesures sociales, mais à la base les militants participaient à l'autogestion. Au total, au moins deux millions d'Espagnols travaillaient et dépendaient de cette tentative autogestionnaire. Pour revenir aux brèves indications de la revue que nous commentons, il faut souligner que la mort de Durruti n'a jamais été un mystère au sein de la CNT. Ce fut un accident banal dû au mauvais fonctionnement de la sécurité d'une mitrailleuse (un modèle sorti d'une fabrique autogérée, malheureusement), d'où une blessure à brûle-pourpoint. La banalité de cette mort fut transformée par García Oliver, ami de Durruti et ministre de la Justice, en une mort suite aux tirs des fascistes (donc à quelques centaines de mètres). La contradiction entre l'explication officielle et le fait clinique d'une blessure de près permit les interprétations les plus fallacieuses (règlement de comptes entre cénétistes), la thèse favorite des léninistes, trotskistes, voire franquistes. Peirats, V. Richards, Leval, etc., ont insisté sur les erreurs de la direction de la CNT-FAI dès les premiers jours de la guerre civile, en cédant aux politiciens en Catalogne dans l'espoir d'obtenir autant dans les autres régions et d'avoir accès à des armes lourdes. Le problème est que la base de la CNT ne suivit pas cette orientation, formée dans la confiance en sa propre créativité et ses capacités critiques, elle appliqua, dès les premiers jours de juillet qui suivirent la victoire sur les putschistes (la droite royaliste, fasciste et catholique), le communisme libertaire. Conception associée dans l'esprit des travailleurs à l'expérience de l'insurrection de quinze jours des Asturies de 1934 des socialistes et de l'UGT, aux tentatives de quelques jours janvier et décembre 1933 de la CNT, avec la suppression de la monnaie, des bons de consommation distribués par le syndicat, que la propagande de la gauche avait amplement diffusée. Le choc de mai 37 fut précédé de multiples incidents plus ou moins sanglants entre communistes (dont le nombre avait presque quintuplé grâce à l'adhésion de la bourgeoisie de gauche, des catholiques), flics d'une part et des cénétistes, des ugétistes parfois, sans que les autorités puissent endiguer rapidement la violence (Vilanesa en mars 1937, à quelques kilomètres de Valence, siège du gouvernement républicain). Le comble fut atteint en mars 1939 avec un putsch anticommuniste à Madrid, et des combats de presque une semaine entre une division anarchiste et deux divisions du PC, et la fuite du gouvernement et du comité central du PC et des conseillers soviétiques, le rejet des représentants de la CNT-FAI, du PS

et autres partis de gauche, déjà en exil en France, par leurs sections restées dans la zone républicaine. Un règlement de compte tardif, qui avait pour but de discuter les conditions de la défaite, afin que les militants les plus compromis échappent aux poteaux d'exécution. Franco s'opposa à la mansuétude de ses propres négociateurs et peu de militants purent s'exiler. La CNT reconstitua des cadres afin de soudoyer des gardiens de camps de concentration, d'acheter le matériel d'imprimerie permettant de faire de faux documents de libération de prisonniers grâce à de l'or enterré par des petits paysans partisans et artisans du communisme libertaire. Heureusement, les marxistes léninistes à la Trotsky ou Staline ne les avaient pas fusillés comme en URSS. Quant aux communistes, une des premières actions fut de traquer Chacón, un dirigeant du PC qui avait dénoncé le pacte Staline-Hitler pour lutter contre le franquisme et ils réussirent à le liquider, tandis que de nombreux militants, des années durant, étaient fusillés dans les prisons franquistes en criant " Viva Staline ". La guerre d'Espagne a entraîné de nombreuses contradictions (ugétistes pro-communistes et ugétistes pro-communisme libertaire, cénétistes pro-gouvernementaux et cénétistes pro-communisme libertaire, socialistes pro-communistes et socialistes anticommunistes, communistes pro-soviétiques et communistes de plus en plus anti soviétiques, poumistes anti-trotskistes et catalanistes et poumistes plutôt pro-communisme libertaire) que pratiquement aucune organisation espagnole n'a tranché jusqu'à aujourd'hui. Cela explique, en plus de la propagande franquiste et de celle de la transition (oublier le combat fratricide), la difficulté des générations espagnoles actuelles et passées à aborder la guerre et la révolution espagnole de 1936-1939. Pour revenir aux affirmations de départ sur le " crétinisme anti pouvoir " " Absents des élections par principe, ils les anarchistes] ne leur opposaient rien. ", et la remarque de Solano, et le socialisme réel des Lénine, Trotsky et C°, il est évident que c'est dans la rue, les lieux de travail, que les salariés changent la vie et l'économie. Et c'est leur capacité de résistance militaire aux capitalistes et aux Lénine, Trotsky et C°, qui est fondamentale. C'est en voulant faire du marxisme léninisme qu'une partie des dirigeants de la CNT-FAI s'est retrouvé du côté des exploités, pour finir par comprendre (en mars 1939) que la force des canons (de Cipriano Mera) était la meilleure façon d'en finir avec le PC comme menace militaire. L'exemple de Makhno n'avait pas été assimilé par ces dirigeants. Les militants de base formés à l'action directe surent maintenir la logique de la CNT de la réalisation du communisme libertaire, de la destruction du système d'exploitation et de la construction d'un régime égalitaire. Et si le marxisme léninisme présente une profonde unité, entre Lénine, Trotsky, Staline, etc., au moment de la répression des travailleurs pour conserver le pouvoir, il est aussi capable, à l'opposé, au départ d'un mouvement social, de se servir de l'autonomie, de l'horizontalisme. Avec, bien entendu, une structuration souple d'abord pour canaliser les réalisations de la base vers les buts du Parti (voir l'Argentine où on constate en partie cette tendance). C'est en reprenant, discutant, voyant les tentatives à la base de gestion directe qu'une conscience créatrice peut se forger. **Frank Mintz (juin 2003)**